

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2335 - 3 mai 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Chômage

**Pour arrêter
l'hémorragie**

**Interdiction des
licenciements !**



18-19-20 mai – Presles (Val-d'Oise)

**Tous à la Fête
de Lutte Ouvrière**

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Chômage : arrêter l'hémorragie
- L'UMP : contre le chômage ou contre les travailleurs ?
- Surexploitation sans frontières
- p. 5 ■ Croisade anti-européenne à gauche
- Hollande hérite les patrons
- p. 6 ■ École : pas besoin de patrons
- Soutien scolaire
- Contre la fermeture de deux lycées
- p. 7 ■ Il y a trente ans, le « tournant de la rigueur »
- Budget militaire
- p. 8/9 ■ La fête de Lutte Ouvrière
- p. 12 ■ Effondrement d'un immeuble à Reims
- Mal logés
- Chantier naval STX

Dans le monde

- p. 10 ■ Le spectre d'une nouvelle crise financière
- Allemagne : Merkel en campagne
- Bahreïn : manifestation
- p. 11 ■ Mali
- Grèce : une loi scélérate
- Péloponnèse : agression raciste
- p. 16 ■ Bangladesh : capitalisme assassin
- Italie : un nouveau gouvernement

Dans les entreprises

- p. 13 ■ ArcelorMittal - Florange
- Loi Florange
- Spanghero - Castelnaudary
- p. 14 ■ PSA - Sochaux
- Fin de la grève à STPI
- PSA - Rennes
- Renault - Flins
- p. 15 ■ PSA - Aulnay
- Virgin

• Lits d'hôpitaux

Comment gérer la pénurie

Marisol Touraine, la ministre de la Santé et des Affaires sociales, a annoncé le lancement d'un nouveau dispositif destiné à désengorger les services d'urgences dans les hôpitaux. Elle envisage de créer dans 150 hôpitaux des services de « gestionnaire de lits d'aval ». Ils seraient chargés de trouver rapidement une place dans les services pour les malades qui doivent être hospitalisés à l'issue de leur passage aux Urgences, et ainsi éviter que des patients attendent plusieurs heures sur des brancards comme cela est régulièrement dénoncé par les urgentistes.

Mais, pour que ces

gestionnaires puissent trouver des lits, encore faudrait-il qu'il y en ait de disponibles. Et c'est bien là le problème. S'ajoutant aux coupes des années précédentes, la loi de finances de la Sécurité sociale de 2013 va entraîner la suppression de 20 000 emplois dans les hôpitaux publics, et donc la fermeture de lits supplémentaires. Cette situation est encore aggravée l'été, lors des départs en vacances, quand des milliers de lits sont fermés faute de personnel suffisant pour assurer une rotation ou de crédits pour des emplois saisonniers. C'est avant tout cette situation que dénonce l'Association

des médecins urgentistes de France, qui affirme : « *Le nouveau gadget de Marisol Touraine ne remplacera pas les lits manquants.* » Cette politique d'économies à tout prix met en danger les malades et a pour conséquence d'engorger encore plus les Urgences. L'association dénonce ainsi le fait que, « *pour faire de la place, de nombreux patients sont mis à la porte de l'hôpital trop précocement et y reviennent 24 ou 48 heures plus tard, dans un état dégradé.* Nous les appelons les patients boomerang. »

Les postes de « gestionnaires de lit » ne se traduiront d'ailleurs probablement pas

par des embauches à l'hôpital. Interrogée à ce sujet, Marisol Touraine a déclaré : « *Nous verrons au cas par cas si des créations de postes doivent être envisagées ou si des réorganisations sont la voie la mieux adaptée.* » Elle a même précisé : « *Le coût de ces nouveaux services sera maîtrisé. Puisqu'il y aura une meilleure organisation de l'ensemble de l'hôpital, les économies qui seront faites d'un côté permettront de financer les investissements nécessaires.* »

D'ici à ce qu'on supprime des lits pour créer les services de gestionnaires de lits, il n'y a qu'un pas !

Daniel MESCLA

• Inégalité des revenus

Les travailleurs paient la crise

Les chiffres publiés le 24 avril dans le rapport de l'Insee sur les « *revenus et patrimoine des ménages* » en 2010 montrent que l'inégalité s'est encore accrue au sein de la population.

Les 5 % des ménages les plus riches ont vu leurs revenus augmenter de 1,3 %, et encore plus pour les plus aisés d'entre eux, tandis qu'à l'autre bout de l'échelle, le niveau de vie de la partie la plus pauvre de la

population a connu une baisse du même pourcentage. Une personne sur sept vit maintenant en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 964 euros de revenu mensuel. En une année, 440 000 personnes sont tombées sous ce seuil.

L'accroissement de la pauvreté est bien évidemment dû à l'accroissement du chômage. Mais elle touche aussi les retraités (11 % de plus) et les jeunes de moins de 18 ans

(68 %). En ce qui concerne les 2,7 millions d'enfants pauvres, soit un enfant sur cinq, 39 % vivent dans une famille dans laquelle aucun parent ne travaille, et le risque de pauvreté augmente aussi avec la taille de la fratrie.

Après tous les discours rassurants sur une prétendue hausse du niveau de vie de la population, auxquels ne pouvaient croire que ceux qui n'ont pas de problèmes de fin

de mois, ce rapport montre que ce sont les travailleurs, en activité, au chômage ou à la retraite, qui paient durement une crise économique dont ils ne sont pas responsables, tandis que les possédants les plus aisés continuent de s'enrichir. Et encore, ces chiffres se rapportent à l'année 2010. Depuis, avec l'aggravation rapide du chômage, nul doute que le fossé a continué à se creuser.

Marianne LAMIRAL

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

« Ni Dieu, ni César, ni tribun, producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! »

Le gouvernement n'a pas encore un an mais il a déjà perdu tout crédit dans les classes populaires. Son bilan est sans appel, car s'il y a bien du changement, c'est en pire: la menace du chômage pèse sur tout le monde, les conditions de travail sont de plus en plus dures, le chantage patronal à la baisse des salaires se généralise.

Les travailleurs ont fait l'expérience qu'ils n'avaient rien à attendre de ce gouvernement prétendument socialiste, si ce n'est des coups. Car le gouvernement ne s'est pas contenté de regarder le patronat licencier et aggraver les conditions de travail, il l'a aidé, il en a été le complice et le fidèle serviteur, tout comme Sarkozy. Pour ultime preuve de sa servilité, le gouvernement vient même de refuser son soutien à la loi d'amnistie sociale!

Alors, si Hollande bat le record d'impopularité, tous présidents confondus, et ce en moins de douze mois, il ne fait que récolter ce qu'il a semé! Mais les travailleurs qui se détournent de Hollande n'ont pas à reporter leurs espoirs sur de nouveaux marchands d'illusions.

Il faut combattre comme la peste les illusions véhiculées par l'extrême droite dans les classes populaires. Derrière sa démagogie, le FN est le défenseur des riches et de la société capitaliste dans sa pire version autoritaire et xénophobe.

Mais il y a aussi des marchands d'illusions à gauche. Jean-Luc Mélenchon en est le prototype. Il se pose en alternative et se propose même pour le poste de Premier ministre, nous expliquant qu'il saurait, lui, lutter contre le chômage, qu'il a, lui, une solution pour relancer l'économie et qu'il saurait, lui, en faire ravalier aux banquiers!

Mais comment? Pour ne pas être pris à la gorge par la finance, il faudrait vouloir la combattre, et pas qu'avec des mots. Il faudrait vouloir lui enlever la propriété sur les entreprises, sur les banques. Pour combattre le pouvoir de l'argent et de la finance, il faut être décidé à exproprier la bourgeoisie, à arracher les racines de son pouvoir.

C'est la propriété sur les entreprises qui donne le pouvoir à une minorité de décider d'ouvrir ou de fermer des entreprises, d'investir ou pas. Si l'on n'est pas prêt à remettre en cause ce droit de propriété capitaliste, on est voué à se soumettre, que l'on s'appelle

Hollande ou Mélenchon!

Il ne suffit pas d'avoir le sens de la formule et d'appeler à une manifestation le 5 mai pour être radical. Faut-il rappeler que, le 18 mars 2012, Mélenchon avait appelé à «prendre la Bastille», pour ensuite demander à tous de voter Hollande? Cette fois, il appelle le «peuple de gauche» à manifester, mais c'est pour devenir Premier ministre. Le suivre serait aller d'illusions en illusions.

La seule force sociale qui a intérêt à s'opposer et à abattre le mur de l'argent, c'est la masse des exploités. Pour y parvenir, elle doit être consciente de ses intérêts de classe. Elle doit se constituer en force politique qui mette en avant les intérêts des travailleurs et rien que leurs intérêts. Une force politique qui prépare le combat pour mettre fin à la mainmise du grand capital sur la société.

Plusieurs générations de travailleurs ont eu cette perspective. Le 1^{er} Mai a été longtemps leur étendard. Avant d'être transformé en France en un banal jour férié, le 1^{er} Mai était un jour de grève et de combat contre le patronat, une journée où les travailleurs avançaient leurs revendications et où ils exprimaient aussi leur conscience de faire partie à l'échelle internationale d'une seule et même classe ouvrière, porteuse d'un monde débarrassé de l'exploitation.

Il s'agit pour nous, en France, de nous battre pour ne pas revenir en arrière sur les conditions des exploités. Dans bien des pays, il s'agit pour les travailleurs de se battre pour le droit à la vie. Au Bangladesh, la mort de plusieurs centaines d'ouvrières et d'ouvriers dans l'écroulement d'un immeuble abritant des ateliers de confection montre cruellement le sort qui est réservé à des centaines de millions de travailleurs des pays pauvres.

L'exploitation barbare et criminelle des travailleurs de ces pays et les ravages de la finance, du chômage et de la misère dans les pays dits développés sont les deux faces du même système d'exploitation.

Alors, comme les travailleurs l'ont affirmé à chaque 1^{er} Mai, cette année encore des centaines de milliers de travailleurs sur tous les continents ont manifesté pour affirmer: «Travailleurs de tous les pays, unissons-nous», «du passé faisons table rase», «nous ne sommes rien, soyons tout!»

• Loi d'amnistie

Le gouvernement se couche devant le patronat

Une majorité de sénateurs a adopté fin février, en séance plénière, le projet de loi sur «l'amnistie de faits commis lors de mouvements sociaux et d'activités syndicales» sous la présidence de Sarkozy. Cette loi devait être également soumise le 16 mai au vote de l'Assemblée nationale, où les députés de gauche sont largement majoritaires. Eh bien, il n'en sera rien.

Devant les protestations du patronat et de la droite, le gouvernement se renie et veut mettre à la poubelle cette loi d'amnistie. Il aura suffi que Parisot et ses compères la

dénoncent comme «un appel à encourager la destruction et le cassage» pour que le gouvernement se couche! Alain Vidalies, le ministre délégué aux Relations avec le Parlement, a

déclaré que le gouvernement était pour stopper son adoption, et Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, a confirmé que les députés PS ne «légitimeront pas la moindre forme de violence».

Cette loi avait été déposée au Sénat par les élus du Front de gauche et visait à amnistier quelques dizaines de salariés et syndicalistes condamnés à des amendes, des peines de prison avec sursis ou des

années d'inéligibilité suite à des conflits sociaux, en particulier contre des licenciements collectifs.

Les faits retenus étaient minimes: des salariés retenant plusieurs heures des cadres dans leurs bureaux et les menaçant verbalement; des syndicalistes refusant des prélèvements ADN; des occupations de lieux, où des tables et des pots de fleurs avaient été renversés et quelques carreaux

cassés; des blocages d'entrées d'établissements, ou des jets d'œufs et de tomates sur des CRS... Des faits mineurs, si on les compare à la violence sociale de l'exploitation patronale qui, pour garantir ses profits, brise la vie de milliers de familles en les poussant vers la misère.

Cette reculade du gouvernement est lamentable et symbolique du camp qu'il choisit de soutenir.

Louis BASTILLE

• Chômage

Arrêter l'hémorragie

Les derniers chiffres du chômage ont été publiés, pour la France puis pour l'ensemble de l'Europe. Et ils sont glaçants. Dans la zone euro, 19,2 millions de personnes sont sans emploi, 26 millions si l'on considère l'ensemble de l'Union européenne. Avec des records : 27 % de hausse du taux de chômage en un an en Grèce, 26,7 % en Espagne...

En France non plus, le tableau du chômage n'est pas réjouissant. Là aussi, un triste record a été battu : le nombre de chômeurs n'a jamais été aussi élevé depuis 1997. Plus de cinq millions sont recensés en France métropolitaine et dans les DOM, rien que dans les catégories A, B, C, qui regroupent ceux qui n'ont pas du tout d'emploi et ceux qui n'ont que quelques heures de travail par mois. Et ce chiffre ne rend compte que d'une partie de la réalité.

Cette hausse impitoyable dure depuis vingt-trois mois, près de deux ans. D'ailleurs, pour près de deux millions de travailleurs sans emploi, cela fait plus d'un an que cela dure et, pour près d'un million d'autres, plus de deux ans. Rien ne change. Les jeunes de moins de 25 ans galèrent, plus d'un demi-million n'ont pas de travail. Sur les « emplois d'avenir » promis par Hollande, 20 000 ont été contractés en un an, d'une durée de plus en plus courte, seuls 5 % étant en CDI. Quant aux emplois aidés, ils sont souvent utilisés à

titre d'aubaine par les administrations, pour y remplacer des CDD. Sur les presque deux millions de 15-29 ans qui ne sont ni à l'école, ni en emploi, ni en formation, près de la moitié ont renoncé à chercher du travail : comment le pourraient-ils, quand les offres sont taries et que la vague de suppressions d'emplois continue de noyer la moindre volonté ?

Pire encore : le taux de chômage des plus de 50 ans est en hausse de 17 % sur un an.

Les patrons, petits et grands, égrènent les plans de licenciements. Mais plus destructrices encore, même si elles sont éparpillées dans le paysage du chômage, sont les fins de CDD, de contrats à durée déterminée, suivies d'un grand trou noir. Les missions d'intérim, elles aussi, ont diminué de 12,6 % en un an, dans l'industrie, le bâtiment, toutes les qualifications, de l'ouvrier au cadre, étant en recul.

« Une tendance lourde à inverser », commente le ministère du Travail en annonçant les chiffres. Certes. Mais, selon les économistes qui prétendent s'y connaître, il faudrait 1,2 point de croissance supplémentaire rien

que pour stabiliser la courbe du chômage, et 1,5 point au minimum pour l'inverser. Et on en est loin, car les investissements capitalistes régressent, et on voit mal comment la consommation de la population, de plus en plus appauvrie, pourrait relancer la machine.

Pour inverser la tendance, il faut inverser les choix sociaux. Ne plus favoriser la classe capitaliste, ne plus permettre son parasitisme, mais au contraire produire pour les seuls besoins de la population. Une politique que ne mettra jamais en œuvre ni la droite ni la gauche gouvernementale, mais que pourrait imposer toute la classe travailleuse mobilisée.

Viviane LAFONT



• Les « travailleurs détachés » dans l'Union européenne

Surexploitation sans frontières

Le rapport du sénateur PCF Éric Bocquet sur les travailleurs détachés d'un pays à un autre dans l'Union européenne a été publié le 23 avril.

Depuis 1996 les travailleurs sont obligatoirement payés au tarif du pays dans lequel ils travaillent, mais les cotisations sociales restent celles du pays d'où ils viennent. Ainsi, des maçons venant de Pologne ou de Roumanie reviennent 30 % moins cher aux patrons français que des travailleurs cotisant en France. Des officines spécialisées dans le prêt de main-d'œuvre en font leur publicité auprès des

entreprises du bâtiment, du maraîchage, de l'hôtellerie. Les entreprises françaises situées près de la frontière luxembourgeoise ont systématiquement recours aux agences d'intérim de ce pays, où les cotisations sociales sont moindres qu'en France.

Tout cela est parfaitement légal et très peu contrôlé, ce qui permet, comme le démontre le rapport, de frauder extrêmement facilement en passant par une cascade de sous-traitants. Ainsi, Bouygues a employé sur le chantier de l'EPR de Flamanville des travailleurs polonais payés en fait au tarif polonais, dont les

heures supplémentaires n'étaient pas décomptées et dont trente-huit accidents de travail n'avaient pas été déclarés. Le rapport est à peu près similaire pour Alstom ou EDF et rapporte que la société Eiffage était parvenue par le même procédé à payer des ouvriers 2,86 euros de l'heure sur un chantier de Clermont-Ferrand.

Le transporteur Norbert Dentressangle avait quant à lui créé une filiale en Pologne ayant pour seul objet de faire baisser les salaires des chauffeurs du groupe. Et on descend ainsi, degré par degré, jusqu'à trouver des travailleurs roumains réduits

en semi-esclavage dans des exploitations agricoles de Calabre.

La mise en concurrence des travailleurs, y compris par-delà les frontières, est aussi vieille que le capitalisme. L'Union européenne n'a fait que simplifier là encore la tâche aux patrons. Reste à souhaiter que le flux continu de travailleurs, plusieurs millions concernés dans tout le continent selon le rapport, contribue à créer une conscience commune au prolétariat européen. C'était déjà le but de la Première Internationale, fondée en 1864 ; et cela reste toujours d'actualité.

Paul GALOIS

L'UMP contre le chômage, ou contre les travailleurs ?

À l'occasion d'une Convention sur le travail, l'UMP a fait 32 propositions censées faire baisser le chômage. Rien de surprenant dans le programme mis en avant par ce parti de droite antiouvrier : il est dans la droite ligne de ce qu'avait entrepris Sarkozy, en poussant encore plus loin les attaques contre les travailleurs.

Ainsi, l'UMP propose de « libérer le travail » en commençant par « simplifier » le Code du travail, ce qui veut dire ôter tous les garde-fous qui imposent encore une contrainte au patronat. Elle veut supprimer dans la loi toute référence nationale à la durée du travail (c'est-à-dire les 35 heures) et la remplacer par une durée fixée au cours de négociations branche par branche, voire entreprise par entreprise, qui décideraient à partir de quel moment les salariés doivent être payés en heures supplémentaires.

Parmi toutes ses propositions, l'UMP parle de remplacer les CDI et les CDD actuels par des « contrats de mission » à durée déterminée : chaque travailleur serait embauché pour une mission précise et pourrait de ce fait être licencié sans toucher la moindre indemnité lorsque celle-ci se termine. Et, pour lutter contre ce que ce parti appelle « l'assistanat », il souhaite s'en prendre aux indemnités de chômage en les rendant plus fortement dégressives, afin de pousser les chômeurs à une « recherche active » d'emploi... comme s'il y avait actuellement pléthore d'offres ! Les autres propositions sont de la même veine et tendent à faire passer les travailleurs pour des faibles et des assistés.

L'UMP ne parle évidemment pas du droit au travail, qui était une revendication du mouvement ouvrier, mais du « devoir de travailler ». Cela en dit long sur ses intentions au cas où elle reviendrait au pouvoir : contraindre les travailleurs à accepter n'importe quel emploi pour n'importe quel salaire, en leur ôtant tous les droits qu'ils avaient arrachés par la lutte, pour le plus grand profit du patronat.

Marianne LAMIRAL

• Croisade anti-Union européenne à gauche Un rideau de fumée toxique.

Tout juste un an après l'accession de François Hollande à l'Élysée, le torchon brûle comme jamais dans les sommets du PS et au sein du gouvernement. Des ministres en place comme ceux qui postulent à le devenir se cherchent des prétextes de désaccords afin de marquer leur différence... et pour certains, que l'on qualifie abusivement de gauche, de mettre en évidence une « radicalité » qui, soulignons-le, reste purement verbale, et le restera.

Les politiciens de toute la droite se gaussent de cet étalage de linge sale en public. Mais ils offrent le même lamentable spectacle dans leurs relations internes, qui met en scène un choc des ambitions similaires, pour savoir qui, de Copé ou de Fillon, sera calife à la place du calife, ou qui pourrait se faufiler entre les deux, pour chiper le poste.

Dans cette bataille de chiffonniers au sein du PS, on retrouve, parmi les contestataires de la ligne gouvernementale, l'inévitable Arnaud Montebourg. À défaut d'affronter les patrons bien français, les Dassault, les Lagardère, les

Peugeot, famille devant laquelle il s'est aplati sans pudeur, l'improductif ministre de l'Industrie prêche pour une nouvelle croisade. Il propose même, dans une de ses envolées, de « toréer » une Union européenne dominée par l'Allemagne de Merkel. Il n'est pas le seul, à gauche, à enfourcher ce cheval. On en trouve d'autres parmi les notables du PS, mais aussi parmi les dirigeants du PCF et du Parti de gauche, rassemblés sous la bannière brandie par Mélenchon. On en retrouve bien évidemment aussi à droite, pas seulement au FN, pour qui tout ce qui fleure bon le nationalisme est pain béni.

Présenter ainsi l'Allemagne comme la responsable des difficultés que subissent les classes populaires en France est une grossière diversion, à laquelle ceux qui lancent cette campagne ne croient pas eux-mêmes. Experts en démagogie, ils utilisent les préjugés. Ce faisant, ils les cautionnent. Pire, ils renforcent l'idée que ce seraient les Allemands, toutes classes confondues, y compris les travailleurs de ce pays, qui seraient des concurrents, pour ne pas dire des rivaux, voire même des adversaires. Et en contrepoint, cela conforte l'idée, plus nocive encore, que face à la concurrence étrangère les travailleurs de France devraient être solidaires de leurs patrons, c'est-à-dire de leurs exploités.

Cette campagne-là, qui n'est malheureusement pas nouvelle, est un écran de fumée, mais de fumée extrêmement toxique.

Jean-Pierre VIAL

• Hollande aux Mureaux Les paroles s'envolent, le chômage reste

Le 30 avril, Hollande est venu aux Mureaux, ville populaire des Yvelines, touchée par un chômage important. « La seule priorité qui vaille, y a-t-il déclaré, c'est l'emploi, le seul objectif, c'est l'emploi. »

Les quelque 30 000 Muriaux ne le savent que trop. En ce moment même, l'usine Renault de Flins, à 6 kilomètres de là, risque de perdre de 800 à 1 000 emplois d'ici trois ans. Dans la ville, et dans toute la vallée de la Seine, les sous-traitants automobiles ne cessent eux aussi de supprimer des emplois, comme MGI Coutier et la Cimlec. D'autres usines, dans la chimie, viennent de fermer. Et même EADS Astrium annonçait en janvier 800 suppressions de postes sur le site des Mureaux.

Rien d'étonnant si le taux de chômage sur la ville est de 16 %, et atteint des proportions bien plus importantes encore dans les quartiers les plus populaires.

Ce n'est pas de discours qu'ont besoin leurs habitants, d'anecdotes sur la « boîte à outils qu'il vaut mieux avoir quand on tombe en panne ». À quoi leur sert l'énumération des « instruments » mis en place depuis un an, les « pactes de compétitivité, création d'emplois d'avenir,



contrats de génération, banque publique d'investissement » ? Que changera le prétendu renforcement de Pôle emploi dans les quartiers ? Les emplois diminuent inexorablement, ici comme ailleurs.

Ce qu'il faut c'est obliger les patrons à maintenir l'emploi, en prenant sur les profits, et même, pourquoi pas, sur les fortunes personnelles. Ce qu'il faut, c'est, de toute l'urgence, interdire les licenciements. Mais ce n'est évidemment pas cela qu'est venu annoncer Hollande.

Correspondant LO

Les travailleurs sont plongés dans le chômage et la misère mais Hollande chérit les patrons

Communiqué de Lutte Ouvrière

Les représentants des entrepreneurs qui s'étaient baptisés les « pigeons » ont été ravis par les annonces que Hollande a faites lundi. L'un d'eux a déclaré : « Plus qu'une déclaration d'amour, ce sont des preuves d'amour que Hollande nous a données aujourd'hui » !

Eh bien, pour une fois, c'est une parole de patron qu'il faut croire ! Les preuves d'amour sont en effet en espèces sonnantes et trébuchantes, avec l'allègement et la simplification de la taxation des plus-values de cession d'entreprise. Oui, les patrons peuvent dire merci à Hollande pour ce nouveau cadeau !

Cadeau qui s'ajoute aux 20 milliards annuels de crédits d'impôt inscrits au « pacte de compétitivité », et à l'accord sur l'emploi qui légalise le chantage à l'augmentation du temps de travail, au blocage des salaires et à la mobilité forcée.

Sarkozy était le président des riches. Hollande est en passe de devenir le président des patrons. Il a perdu tout crédit dans les classes populaires et bat des records d'impopularité : il ne récolte que ce qu'il a semé !

Nathalie ARTHAUD,
le 30 avril 2013

• Guéant et les fonds secrets... disparus

T'as pas cent balles ?

L'ancien ministre de l'Intérieur mais aussi proche collaborateur de Sarkozy, Claude Guéant, est sur le grill. L'homme avait été chargé de plusieurs missions secrètes en Afrique, en Arabie saoudite et en... Libye. Or, les enquêteurs défilent chez lui pour plusieurs affaires : l'arbitrage favorable accordé par Christine Lagarde à Tapie lors de son différend avec le Crédit lyonnais mais aussi le financement éventuel de la campagne de Sarkozy par la Libye.

Les enquêteurs ont trouvé des anomalies. Ainsi, ces 500 000 euros en provenance d'un compte à l'étranger. Guéant jure que c'est l'argent de la vente de deux peintures marines en sa possession. Il ne se souvient plus du nom du peintre, mais il aurait des justificatifs. Cela ne trompe pas un haut fonctionnaire des douanes, qui explique dans *Le Canard enchaîné* : « Le coup de la vente d'une œuvre d'art est un grand classique pour blanchir

l'argent. »

Les enquêteurs ont aussi trouvé beaucoup de factures conséquentes payées en liquide. L'économiste Guéant prétend avoir accumulé des « primes de cabinet » en 2002-2004 puis en 2005-2006, qui lui auraient permis de régler ces factures. Le hic, c'est que ces « primes de cabinet » en liquide ont été remplacées dès 2002 par des virements bancaires, et ses ex-collaborateurs de la place Beauvau confirment qu'il ne circulait plus d'argent liquide au temps où Guéant était ministre.

Alors, de deux choses l'une : ou bien Guéant faisait exception et continuait de percevoir des fonds secrets de l'État, ou bien cet argent de provenance inconnue a accessoirement échappé au fisc. Guéant assure, les yeux dans les yeux, que si les « magistrats exploitent la piste libyenne, ils ne trouveront rien ». Certes, côté Kadhafi, il ne risque plus d'être contredit.

Jacques FONTENOY

• Le « mur des cons » De l'humour à l'affaire d'État

La vidéo tournée par un journaliste au siège du Syndicat de la magistrature, et représentant un « mur des cons », a suscité un tollé à droite. Et pour cause : un certain nombre de leurs « personnalités » n'ont pas apprécié de voir leur photo affichée sur ledit mur. Leurs cris d'indignation ont été entendus jusqu'au ministère de la Justice, où Christine

Taubira s'est sentie obligée de dénoncer cet « acte insupportable, stupide et malsain ».

Ce qui les dérange en fait, c'est avant tout l'existence d'un syndicat qui se proclame de gauche dans ce milieu réactionnaire qu'est la magistrature. Les réactionnaires prennent prétexte de cet affichage à usage privé, puisque ce mur est situé à l'intérieur d'un local

syndical, pour demander que l'on muselle le droit d'expression du Syndicat de la magistrature, et plus généralement celui de tous les syndicats.

Guy Mollet disait il y a une soixantaine d'années que la France avait la droite la plus bête du monde. Elle continue à être fidèle à cette tradition.

M.L.

• Enseignement

Pas besoin de patrons à l'école

Soucieux de caresser les patrons dans le sens du poil, François Hollande leur a promis qu'ils pourraient se faire mousser auprès des élèves de collège et de lycée. « Il sera prévu, de la sixième à la terminale, un programme sur l'entrepreneuriat qui s'inscrira dans un parcours d'information, d'orientation et de découverte du monde professionnel », a-t-il annoncé. Cela se ferait sous forme « de stages, d'interventions d'acteurs économiques et d'initiation à la vie économique ».

À vrai dire, un tel programme existe déjà, du moins sur le papier. Les Chambres de commerce et d'industrie ou les fédérations patronales fournissent aux chefs d'établissements des listes « d'acteurs économiques » susceptibles d'intervenir dans les établissements scolaires ou lors de divers forums. Ils peuvent y parler

des métiers, et en particulier de ceux qui n'attirent pas les jeunes, avec d'autant plus d'enthousiasme qu'ils ne les ont souvent jamais pratiqués ou ont préféré les quitter. Des représentants des entreprises sont membres des jurys de certains bacs professionnels et les implantations de nouvelles sections dépendent directement des souhaits des entreprises.

Des stages sont organisés dès la troisième. Sarkozy avait mis en place un « Programme

de découverte des métiers et des formations » qui commençait à la cinquième. Avec Hollande, ce sera donc dès la sixième. Même les enfants de maternelle ne seront bientôt plus à l'abri, avec cette frénésie de faire les yeux doux au patronat.

Malheureusement, les entreprises se dérobent au moment où les jeunes auraient le plus besoin d'elles, c'est-à-dire quand ils quittent l'école pour chercher un emploi. Le monde enchanté des « entrepreneurs » fait alors place

à celui, beaucoup plus réel, des patrons, qui répondent par la négative à leurs demandes d'embauche ou ne les prennent qu'en contrats précaires et leur imposent bas salaires et mauvaises conditions de travail.

Cette réalité, les jeunes la connaissent, bien avant de quitter l'école, et toutes les tentatives de bourrage de crâne patronal n'y changeront rien, fussent-elles introduites par un gouvernement socialiste.

Daniel MESCLA

• Soutien scolaire

UMP: après la casse... la classe

La fédération de Haute-Garonne de l'UMP compte mettre en place du soutien scolaire les samedis du mois de mai, dans ses locaux à Toulouse, pour toutes les familles qui le souhaitent. Il serait assuré par des militants UMP. Le président UMP du département, qui a adressé un courrier pour associer des militants UMP à son initiative, explique très sérieusement que

sa démarche va dans le sens de la « révolution civique » voulue par Jean-François Copé. Dans son Manifeste pour une droite décomplexée, Copé appelle son parti à développer « des programmes de services concrets aux Français, dans tous les domaines importants de leur vie quotidienne: soutien scolaire, aide à la recherche d'emploi en mobilisant les réseaux socio-professionnels de l'UMP »,

avec comme objectif: faire de l'UMP « le premier parti d'action civique ».

L'UMP serait donc préoccupée par l'éducation des enfants en difficulté. Tiens donc! Il ne faut pourtant pas remonter très loin pour se souvenir que, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, le gouvernement a méthodiquement démantelé le système éducatif, notamment les Rased, c'est-à-dire

les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, qui servaient précisément à assurer le soutien scolaire. De plus, avec l'objectif du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, la droite au pouvoir a supprimé des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires dont le métier est précisément d'enseigner.

L'élue régionale UMP de Midi-Pyrénées chargée de

l'opération, plus « décomplexée » que son collègue sans doute, a précisé qu'en fait il s'agit de « nouer le contact avec les jeunes, éloignés de la politique », d'amener vers l'UMP des gens « qui, sans cela, n'y seraient jamais venus ». Voilà qui est plus clair: à moins d'un an des élections municipales, c'est l'UMP qui cherche du soutien... électoral.

Aline RETESSE

• Région Auvergne

Contre la fermeture de deux lycées

Depuis plusieurs semaines, une lutte se développe contre la fermeture de deux lycées professionnels dans la région Auvergne.

René Souchon, le président socialiste du conseil régional, avait annoncé la fermeture du lycée professionnel Vercingétorix de Romagnat, à côté de Clermont-Ferrand. Puis est intervenue la fermeture du lycée agricole de Lapalisse, dans l'Allier, deux jours avant sa journée portes ouvertes. Dans les deux cas, le prétexte est le même: les locaux seraient vétustes, il faudrait « reformuler l'offre de formation sur le territoire » et mutualiser les moyens. En clair, il faut faire des économies.

Or la « vétusté » du lycée Vercingétorix est contestée. Les ateliers ont été refaits à neuf en 1995 et en 2003, et l'ensemble de l'électricité en 2008. De plus, ce lycée fait partie des trois seuls du département à avoir obtenu un avis favorable lors du dernier passage de la commission de sécurité, fin 2011 - début 2012. Balayant d'un revers de main cette réalité, un élu du conseil régional a laissé entendre qu'un désamiantage serait nécessaire, sans préciser que la commission de sécurité a estimé que tous les bâtiments accessibles au public sont sans danger de ce point de vue. Et si la situation était vraiment dangereuse, pourquoi la région n'est-elle pas intervenue plus tôt?

Concernant le lycée de Lapalisse, cela fait plusieurs années que sa fermeture est programmée. Depuis 2005, cinq classes ont été supprimées. Maintenant, le cabinet du ministre de l'Agriculture



prétend que « le lycée n'a plus la capacité de redémarrer », alors qu'il est fonctionnel et que d'importants travaux de rénovation ont récemment été réalisés par le conseil régional. En réalité la fermeture de ce lycée va directement profiter au privé. Les élèves qui n'auront pas les moyens d'aller à Moulins se tourneront vers les établissements privés du Mayet-de-Montagne ou d'Escurolles, beaucoup plus près, qui offrent des formations similaires.

Quant au maintien de l'emploi, là aussi il y a bien des inquiétudes à redouter. Si le personnel titulaire sera redéployé sur les lycées accueillant les formations, que deviendront les contractuels ou les surveillants aux contrats précaires?

Vendredi 19 avril, le conseil

d'administration qui devait préciser les modalités d'admission des formations de Lapalisse vers le lycée agricole de Moulins a été envahi par des dizaines d'élèves, de parents et de membres du personnel. Le président, Jean Mallot, conseiller régional PS, n'a pu qu'argumenter qu'il était obligé d'entériner la fermeture. Sachant qu'il est aussi conseiller aux affaires politiques de Jean-Marc Ayrault, « l'obligation » ne manque pas de sel.

Avec le soutien recueilli de plusieurs milliers de signatures et forts de leur bon droit, le personnel, les parents et les élèves des deux établissements sont bien décidés à imposer le maintien de ces lycées.

Correspondant LO

Au sommaire de Lutte de Classe

n° 151 (avril 2013)

- Face à la violence de la grande bourgeoisie dans le capitalisme en crise, face à la corruption de sa « république irréprochable », il faut un parti représentant les intérêts politiques des exploités.

- La jungle de l'industrie agroalimentaire

- Guadeloupe

Les « Forces patriotiques » et les intérêts des travailleurs

- Italie

Le tsunami Beppe Grillo ne fait pas peur à la bourgeoisie

- Espagne

Une société prise au piège de la course au profit

- Inde

Une « économie émergente » dans la crise capitaliste

Prix: 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,63 euro

• Budget militaire

Ces guerres qu'ils mènent

Restrictions budgétaires ou pas, l'armée y échappe. Le *Livre blanc de la défense*, qu'avait commandé Hollande, devait faire l'objet d'un « débat national ». Encore une promesse « pour rire », si l'on peut dire. De débat, il ne pouvait pas y en avoir, vu les enjeux pour la hiérarchie militaire et pour l'industrie d'armement. Sans surprise, le gouvernement leur ayant donné satisfaction, la plupart des galonnés respirent. Quant aux industriels de l'armement, le quotidien des milieux d'affaires *Les Échos* les dit « soulagés ».

« La trajectoire budgétaire arrêtée [pour 2014-2019] permet de ne supprimer aucun de la cinquantaine des grands projets d'armement », précise ce journal. Mieux, comme le budget ne diminuera pas mais que les économies se feront sur le personnel – 34 000 postes vont disparaître – les milliards ainsi récupérés iront, par un biais ou un autre, aux commandes de matériel de guerre, à son entretien, et donc aux capitalistes de l'armement.

Hollande avait annoncé le 28 mars : « Nous dépenserons [pour l'armée] en 2014 exactement le même montant qu'en 2013. Et après ce sera la même chose. » Là, il a tenu promesse. Comme quoi, même quand il nous dit qu'il n'y a pas d'argent, il sait en trouver. Alors,



Hollande a les hommages qu'il mérite quand deux ex-chefs d'état-major des armées, dont l'ancien chef d'état-major privé de Chirac, y vont d'une tribune dans *Le Monde* pour le féliciter de « l'effort de défense qu'il vient d'annoncer pour les années à venir ».

Un effort – pour ces gens-là, cela va de soi – qui va peser sur les épaules des classes laborieuses. Car il va falloir les trouver les 179,2 milliards d'euros qu'il est prévu d'injecter dans le budget militaire en cinq ans. Ils représentent 10% de la dette de l'État; une dette publique que l'on nous dit abyssale et qui sert de prétexte à tous les gouvernants pour imposer une baisse continue du niveau de vie des travailleurs.

La droite ne trouve donc pas grand-chose à reprocher à Hollande, sinon de ne pas avoir vraiment choisi quels secteurs sabrer et lesquels favoriser. Du

coup, Marine Le Pen monte au créneau. Elle dit qu'il faut « sanctuariser le budget de la Défense dans la Constitution [au minimum à] 2% du PIB », de la richesse du pays. Les milliards engloutis par l'armée, et qui représentent aujourd'hui 1,5% du PIB, et bientôt 1,76%, cela ne lui suffit pas. Il lui faut plus de canons, c'est-à-dire moins d'écoles, moins de maternités, des taxes et des impôts qui augmentent et qui écrasent encore plus le budget des travailleurs.

C'est une évidence, l'État prépare la guerre – et la mène actuellement au Mali, en Afghanistan – cela avant tout pour défendre les intérêts du grand capital. Et ceux qui justifient les dépenses d'armement au nom de l'indépendance nationale, se font sciemment complices de cette politique guerrière et des intérêts qu'elle sert.

Pierre LAFFITTE

Double détente

À peine le gouvernement avait-il annoncé son budget militaire qu'on apprenait que le chiffre officiel n'avait rien de définitif. Selon le journal *Les Échos*, le ministre de la Défense a lui-même laissé entendre qu'il lui fallait trouver « près de 6 milliards de recettes exceptionnelles ».

Excusez du peu : c'est l'équivalent annuel des « crédits prévus pour les programmes à effet majeur » (les grands projets d'armement). Mais quand on aime (les généraux, Dassault et autres Lagardère), on ne compte pas. D'autant moins que c'est à la population que le gouvernement compte présenter l'addition et cette rallonge.



P.L.

• Il y a 30 ans...

Le « tournant de la rigueur »

Il y a trente ans, le 25 mars 1983, Jacques Delors, alors ministre de l'Économie, des Finances et du Budget dans le gouvernement Mauroy, annonçait son « plan de rigueur ». Moins de deux ans après l'élection de Mitterrand et l'arrivée de la gauche aux affaires, celle-ci tournait ouvertement le dos à toutes ses promesses et se montrait prête à totalement servir la bourgeoisie, au mépris de l'intérêt des travailleurs.

L'avant-veille, Mitterrand était intervenu à la télévision pour appeler la population à « l'effort » pour le « redressement national » et à « préférer les productions françaises », un discours qui en rappelle d'autres trente ans plus tard. Il avait exhorté les Français à épargner plutôt que de consommer, assurant que le gouvernement avait pour tâche de « développer l'épargne en l'orientant par tous les moyens vers la rénovation de l'industrie » et de « soutenir les entreprises et les équipes de créateurs qui innovent pour exporter ».

Le discours était clair : il fallait réduire le déficit extérieur qui s'élevait à dix milliards de francs (un record à l'époque!) et il fallait puiser dans les revenus de la population pour maintenir les profits des industriels. Les deux furent faits. Le 21 mars 1983, Delors annonçait une dévaluation de 2,5% du franc, la troisième dévaluation depuis le début du septennat de Mitterrand et, quatre jours après, il présentait son plan de rigueur, un plan « sans précédent » dirent les commentateurs.

En effet un nouvel impôt était instauré : un prélèvement de 1% supplémentaire sur tous les revenus imposables de 1981. Un emprunt obligatoire était mis en place, l'État prélevait d'office pour trois ans 10% de l'impôt payé en 1982 à tous les contribuables acquittant au moins 5 000 F d'impôt. Et pour tout le monde, quel que soit le niveau de revenu, le gouvernement décrétait une série d'augmentations des tarifs de l'électricité, du gaz et du téléphone, de la SNCF et des autoroutes. Il augmentait les taxes sur le tabac, l'alcool et la vignette auto. Il instaurait un contrôle des changes, limitant le montant de devises pour

quiconque – sauf les hommes d'affaires – se rendant à l'étranger. Enfin, il inventait le forfait hospitalier, le fixant à 20 F par jour pour tout séjour à l'hôpital, non remboursé par la Sécurité sociale.

Ce n'était pas le premier plan de rigueur du septennat de Mitterrand. En juin 1982, quelques mois après que le gouvernement, conformément à son programme, avait augmenté le smic et les allocations familiales, Pierre Mauroy avait déclaré : « Les hausses nominales excessives de revenus et de salaires entretiennent l'inflation et privent notre économie des moyens de créer des emplois. » Et, il avait ajouté : « Le gouvernement est décidé à agir pour modérer davantage l'évolution des salaires. » Il le fit, en prenant une mesure que même les gouvernements de droite n'avaient pas osé prendre, instaurant le blocage complet des salaires pour quatre mois et décidant qu'ils ne pourraient plus être indexés sur les prix.

Lors des élections municipales du 13 mars 1983, la gauche commença à payer cette politique. Bien des électeurs qui avaient rêvé d'un réel changement avec l'arrivée de la gauche au pouvoir se sentaient trahis. La gauche perdit ces élections et 31 grandes villes furent reprises par la droite. Ces élections virent aussi le début de la montée du Front national.

Mais finalement, peu lui importait. Moins de deux semaines après les municipales, le gouvernement par la voix de Delors annonçait son plan de rigueur. Il s'agissait de montrer par des actes que, bien que « socialiste », le gouvernement était au service des intérêts des capitalistes et qu'il le serait coûte que coûte, quitte à se discréditer complètement vis-à-vis de ses propres électeurs.

Sophie GARGAN

La Fête de Lutte Ouvrière

Les 18, 19 et 20 mai, aura lieu la Fête de Lutte Ouvrière, une fête populaire où nous pourrions nous divertir, mais aussi nous cultiver et bien sûr déguster des spécialités de tous les pays, dans le cadre d'un espace de verdure. Nous nous retrouverons dans une ambiance fraternelle qui est à l'image de la société communiste que nous voulons construire.

Cette fête est aussi le rassemblement de tous ceux qui ne veulent pas se résigner au chômage, aux bas salaires, à l'exploitation sur laquelle repose la société capitaliste ; de tous ceux qui refusent le repliement nationaliste et veulent combattre les idées réactionnaires sur lesquelles prospère l'extrême droite. Accueillant des camarades de nombreux pays, cette fête est également à l'image des idées internationalistes que nous défendons.

Ne ratez pas ce rendez-vous du week-end de la Pentecôte, à Presles, dans le Val-d'Oise !

La Fête ouvrira le samedi 18 mai, à partir de 11 h jusqu'au soir à 23 h, puis elle sera ouverte sans arrêt du dimanche matin 9 h jusqu'au lundi soir 20 h.

Cartes d'entrée et bons d'achat

Les cartes d'entrée, valables trois jours, sont disponibles au tarif réduit de 15 euros pour les trois jours si elles sont achetées avant la fête. Sur place, elles seront vendues 20 euros. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Les bons d'achat, d'une valeur de 5 euros à la fête, mais vendus 4 euros, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière BP 233-75865 Paris Cedex 18.

Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière. Merci d'indiquer l'adresse d'expédition et si possible un téléphone. Envoi franco.



Pour venir à la Fête

Pour tous ceux qui viennent des régions, de nombreux départs collectifs sont prévus. On peut se renseigner auprès de nos camarades locaux, ou sur Internet, sur les sites régionaux de Lutte Ouvrière.

Pour tous ceux venant de la région parisienne, le plus commode sera de prendre les navettes gratuites qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13, jusqu'à l'entrée de la Fête. Ces cars fonctionnent aux mêmes horaires que celle-ci.

La Fête est également accessible par le train depuis Paris-Gare du Nord. La gare de Presles est à 900 mètres de la Fête. Le pass Navigo (mensuel ou intégral) étant désormais dézoné le week-end, il pourra être utilisé pour venir à la fête.

Si vous venez en voiture, attention : la ville de Presles est petite et le stationnement y est très difficile.

la fête sur internet
fete.lutte-ouvriere.org



Dimanche et lundi à 15 heures
Meeting de Nathalie Arthaud

Au Grand podium

SAMEDI

GADJE TAVARITCH jazz : Standards jazz et musique tzigane
LA RUSTINE rock festif : Entre ska, chanson musette et rock, textes poétiques et engagés.

VOLO groupe de chanson française : Avec des chansons de leur nouvel album *Sans rire*

DIMANCHE

AGNÈS BIHL : chansons d'humour et de révolte
ANNE SYLVESTRE : récit de chansons *Juste une femme*
BAZAR ET BÉMOLS chansons française swing : Jazz, manouche et reggae
R.I.C. : reggae, hip hop, salsa

LUNDI

LA COMPAGNIE JOLIE MÔME : spectacle de chansons *Paroles de mutins*
LE BAL DES MARTINE : orchestre de bal – Valses, danses cubaines, chansons italiennes, musique klezmer

Au Théâtre de verdure

PERVIN, folklore turc et kurde

LA RABIA, rock engagé

BERNARD MEULIEN conteur, textes de Deligny et Prévert

LES DEUX MOISELLES DE B, chansons d'hier et d'aujourd'hui

PONELE COLOR, musique et chansons du folklore latino-américain



Blues Non Stop

Le Cirque Uhler

Les Moyens du Bord (mélodie poésie classique)

Jour de Veine (reprise chansons françaises)

Jean Claude Gombault (bal musette)

Gumbo Combo (rockabilly)

OPERA-BOUFFE Mozart est là, par la C^{ie} Les Moyens du Bord

LA MORDUE, chansons françaises qui parlent des femmes

FREDERIC FROMET, chansons d'humour

Putain d'vie, de J. Rictus par la Cie théâtrale l'Échappée

CLEMENCE SAVELLI, chansons de rage et d'ironie

THE MOONLIGHT SWAMPERS, reprises country et rock

Musique classique (Bach, Corelli, Mozart)

Pervin (chansons Turques et Kurdes)

Bernard Meulien (conteur)

BSH BOP (trio rock'n roll)

Démonstration de Salsa

Jean Claude Gombault (bal musette)

BLUES NON STOP, blues

ACORDEAKI, musiques balkaniques détournées

ENTR'ELLES, trio a cappella

OPERA-BOUFFE, Mozart est là



Musique classique (Bach, Corelli, Mozart)

Églantine (chorale chants de lutte)

Flying Goose Band (standard de jazz)

Les snobs (chansons de Boris Vian)

Rouge Java (Chansons réalistes)

Jean Claude Gombault (bal musette)

La Cité des Arts

Cette année à la nouvelle Cité des Arts, il sera difficile de savoir où donner de la tête : un peu de musique ? un peu de théâtre ? de la sculpture ou plutôt de la peinture ? Tous les arts seront de la Fête. Parmi les ateliers proposés : une initiation à l'aquarelle, la présentation des nouveaux pinceaux du peintre : l'ordinateur et la tablette numérique, le modelage ; la fabrication d'affiches à partir de pochoirs ; la mosaïque sous l'Antiquité...



les 18, 19, 20 mai à Presles (Val-d'Oise)

Au chapiteau Karl Marx,
au chapiteau Friedrich Engels,
à la Cité du Roman

Samedi

Alain Bobbio secrétaire de l'ANDEVA : les industriels de l'amiante au-dessus des lois ?

Renaud Lambert, scénariste du film *Les Nouveaux chiens de garde*

Jean-Pierre Deschamps, médecin : les inégalités sociales de santé

Mathieu Léonard, auteur de *Une histoire de la 1^{ère} Internationale*

Judith Magre : l'autobiographie de Maman Jones

Maria Malagardis, auteur de *Sur la piste des tueurs rwandais*

Anne Steiner, auteur d'un livre sur les manifestations à Paris à la Belle Époque

Dimanche

Jean-Pierre Barlier « *L'échec de l'expédition à Saint-Domingue et la naissance d'Haïti* »

Myriam Boussahba-Bravard sur le film *Les Suffragettes* : ni paillasons, ni prostituées

Marcel Dorigny : les premières colonisations

Jean-Luc Einaudi : « Vietnam !

La guerre d'Indochine 1945 - 1954 »

Olivier Langlois, réalisateur du film *Les Pirogues des hautes terres*

Lam Lê, réalisateur du film *Cong Binh*

Jean-Jacques Marie sur son dernier ouvrage *Staline 1878-1953 Mensonges et Mirages*

Nicolas Offenstadt, sur la vie d'un valet de ville à Laon au XV^e siècle.

Jérôme Palteau, réalisateur du film *La Saga des Conti*

Philippe Pignarre : la Crise de l'industrie pharmaceutique

Lundi

Marie-Laure Dufresne-Castets, avocate, et **Pascal Mousy**, juriste : la nouvelle loi de régression sociale

Mourad Laffitte, réalisateur de *Goodyear* : la mort en bout de chaîne

Maurice Rajsfus, « *Drancy* : un camp de concentration très ordinaire 1941-1944 »

Jacques Vassal, traducteur du livre de Woody Guthrie, *En route pour la gloire*

Forums de Lutte Ouvrière

Samedi à 17h

La grève de Peugeot-Citroën à Aulnay

Dimanche à 12h

Les luttes dans le secteur automobile

Le Village médiéval

Ses artisans, ses danseurs et jongleurs, un bal folk, ses spécialités culinaires d'antan, le concert des derniers Trouvères, samedi à 21 h 30, la pièce de théâtre *Meurtre au château...* et un grand bal folk le dimanche soir.



Le parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur, avec échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets... Parcours sous la surveillance de moniteurs diplômés. Conditions : 13 ans minimum, 1,50m bras levés, autorisation parentale obligatoire Prix : 4 euros.

À la Cité des Sciences

Les débats

Ronan ALLAIN, paléontologue : « tout sur les Dinosaures »
– **Pr Patrick BERCHE**, médecin épidémiologiste : « Les épidémies, hier et aujourd'hui » – **Vincent BRETIGNOLLE**, spécialiste du comportement animal : « pourquoi les oiseaux chantent-ils ? » – **Laurent CHEVALIER**, physicien : la récente découverte du boson de Higgs » – **Pierre-Henri GOUYON**, généticien : « la génétique, la sexualité et l'évolution » – **Jacques GRILL**, cancérologue : « où en est-on dans la compréhension et la lutte contre le cancer ? » – **Christophe HABAS**, neuroradiologue : « l'imagerie cérébrale, une plongée au cœur du système nerveux » – **Roland LEHOUCQ**, astrophysicien : « d'où viennent les atomes qui nous constituent ? » – **François MOUTOU**, vétérinaire et épidémiologiste : « notre tribu, les Mammifères » – **Marc PESCHANSKI**, biologiste : « la connaissance du cerveau » – **Frank RAMUS**, psychologue : « les troubles de l'apprentissage chez l'enfant » – **Roland SALESSE**, neurobiologiste : « l'odorat, un sens oublié ? »

La roulotte de la science

Animations scientifiques itinérantes

Les mini-conférences

Pour tous les goûts, pour toutes les curiosités, une trentaine d'exposés d'une heure, avec projections et démonstrations, par des conférenciers passionnés... et passionnants.



Carrousel de la Connaissance

Sous le chapiteau tournant, un spectacle audiovisuel de 45 minutes : « Les migrations qui ont fait l'humanité : nous sommes tous des enfants de migrants »

Une exposition de Sebastiao Salgado

Exodes
40 affiches à partir de photos des années 2000

Nos amis les chiens

Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête



Au temps de la Préhistoire

Des ateliers : allumer le feu – tailler le silex – chasser le renne – faire parler les os

Des conférences : **Pascal Depaep** : Neandertal et nous – **Pascal Picq** : Modifications biologiques et innovations techniques, les grandes étapes de l'évolution de l'Homme – **Antoine Balzeau** : L'évolution du cerveau des Hommes préhistoriques

Des reconstitutions : un bas-fourneau en fonctionnement – un habitat préhistorique et son site de fouille

Cinéma

Les films suivis de débats

Cong Binh de Lam Le
Les Suffragettes, ni paillasons, ni prostituées de Michèle Dominici
Goodyear, la mort en bout de chaîne de Mourad Laffite
La Saga des Conti de Jérôme Palteau
L'été froid de 1953 d'Alexandre Prochkin
Les Pirogues des hautes terres d'Olivier Langlois
Nucléaire, la bombe humaine
Poussière mortelle, le grand procès de l'amiante
La Françafrique de Patrick Benquet
Ce qu'ils savaient : les alliés face à la Shoah de Virginie Linhart
Zambie : à qui profite le cuivre
Profession domestique de Julien Brygo
Cinq caméras brisées

Les autres films

Barbara de Christian Petzold - **Le Capital** de Costa Gavras - **Les Femmes du bus 678** de Mohamed Diab - **La Parade** de Srdjan Dragojevic - **La Part des anges** de Ken Loach - **La Petite Venise** d'Andrea Segre - **La Pirogue** de Moussa Touré - **Margin Call** de J.C. Chandor - **Camille** redoublé de Noemie Lvovsky

Exposition de dessins



L'ACTUALITÉ VUE PAR LES DESSINATEURS DE PRESSE

Fête de Lutte Ouvrière 2013

Feu d'artifice devant le château dimanche à la nuit tombée

• Réunion des gouverneurs de la BCE

Le spectre d'une nouvelle crise financière

À la veille de la réunion, le 2 mai, du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) qui devait décider du niveau de ses taux d'intérêt, c'est-à-dire de ce qu'elle fera payer aux banques qui lui emprunteront de l'argent, le spectre de la bulle, autrement dit le risque d'une nouvelle crise financière majeure, planait sur les marchés financiers, comme le titrait le journal *Les Échos* dans son numéro du 29 avril.

En cause, la politique des grandes banques centrales des États impérialistes qui, depuis l'éclatement de la crise

de 2008-2009, sous prétexte de juguler la crise financière puis la crise économique provoquée par la spéculation des

banquiers, ont « inondé l'économie de liquidités ». Autrement dit ont prêté à ces mêmes banquiers des centaines et même des milliers de milliards d'euros (plus de 1 500 milliards d'euros entre 2008 et 2012 pour la seule BCE) à des taux très bas, voire proches de zéro. Tout cet argent était censé, via les banques, relancer le crédit aux entreprises et aux ménages, et donc faire redémarrer l'économie.

Mais rien de tel ne s'est produit. Au lieu d'alimenter la sphère de la production, aux perspectives de profit aléatoires, du fait de la crise, ces milliards ont « poussé les investisseurs à chercher de meilleurs rendements sur d'autres instruments financiers », écrit le journal *Les Échos*. « Les capitaux se sont notamment dirigés vers les obligations d'entreprises ou sur celles de pays émergents, vers lesquelles les fonds de pension se sont rués : la semaine dernière, la première levée de dette de l'histoire du Rwanda

a attiré une demande de titres équivalant à la moitié du PIB du pays ! » Résultat : « Sur de nombreux autres actifs, devises, actions, immobilier, matières premières, etc., des spécialistes relèvent une déconnexion croissante entre les anticipations financières et la réalité économique. »

Toutes les conditions sont réunies pour qu'une nouvelle crise financière éclate, comme en 2008 et 2009, pour les mêmes raisons. Ce sont les économistes, les banquiers et autres spéculateurs eux-mêmes qui le disent. Mais ça ne les empêche pas de continuer à jouer avec le feu.

Lundi 29 avril, à la veille de la réunion des gouverneurs de la BCE, la hausse des cours de Bourse s'expliquerait, si l'on en croit les commentaires de la presse, par l'espoir des investisseurs de voir la BCE encore baisser ses taux (son principal taux d'intérêt est fixé à 0,75 % depuis juillet 2012), donc

Économie de casino

Des scientifiques ont réalisé une petite expérience : ils ont, à l'aide de l'informatique, simulé les décisions des traders à la Bourse, comme si elles avaient été prises au hasard. Eh bien, sur les 43 dernières années, le hasard donne, dans 60 % des cas, de meilleurs résultats boursiers que les décisions prises par les traders.

Ce qui fait dire aux scientifiques qu'en mettant des chimpanzés aux commandes, le résultat serait le même.

Ce n'est pas gentil pour les chimpanzés.

alimenter un peu plus la spéculation, et rapprocher encore la perspective d'un effondrement : plus dure sera la chute. Mais c'est toute la société qu'ils risquent d'entraîner avec eux. Il est urgent de les empêcher de nuire.

Jean-Jacques LAMY



Le siège de la BCE à Francfort.

• Allemagne

Merkel en campagne... contre le salaire minimum généralisé

Angela Merkel, en campagne pour les élections de l'automne au Bundestag (Assemblée nationale) en Allemagne, s'est longuement exprimée dans les colonnes du quotidien de droite *Bild Zeitung*.

Sans surprise, la chancelière, qui se dit prête à repartir jusqu'en 2017, rappelle son opposition à l'impôt sur la fortune ou à l'augmentation de l'impôt sur les successions. Mais surtout elle se positionne contre un salaire minimum pour tous, tel que voté début mars au Bundesrat (l'équivalent du Sénat) par la SPD et les

Verts. Pourtant, ces 8,50 euros bruts de l'heure ne risquent pas de plomber les bénéfices des capitalistes, et ne s'élèvent guère au-delà du salaire minimum qui existe déjà pour les travailleurs de certains secteurs, comme les peintres en bâtiment ou les éboueurs.

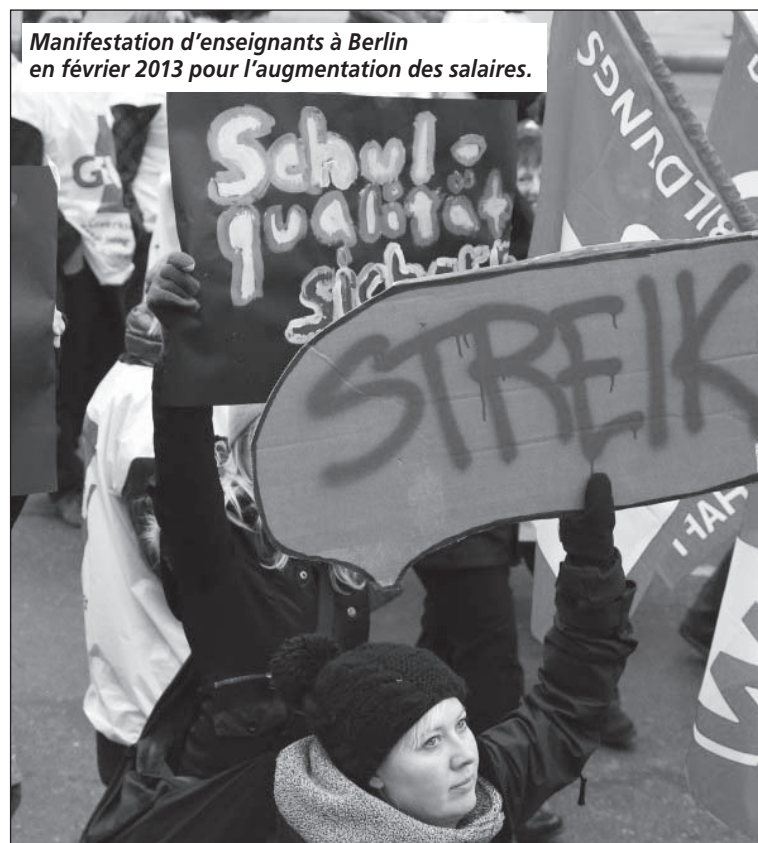
Mais 8,50 euros, comparés aux salaires horaires proposés couramment dans le cadre des mini-jobs, où certains employeurs profitent du système pour oser proposer 1 ou 2 euros de l'heure, c'est trop pour la candidate de la CDU qui se veut le porte-drapeau de l'économie

de marché.

Alors, qu'importe si les très bas salaires touchent un quart des travailleurs d'Allemagne, si le nombre de travailleurs pauvres a augmenté de 25 % en cinq ans, si les vrais emplois sont de plus en plus remplacés par des mini-jobs à 400 euros par mois, que certains doivent cumuler pour survivre, et si près de cinq millions de travailleurs n'ont pas d'autre revenu salarié !

Merkel, elle, prépare la reconduction de son maxi-job...

Viviane LAFONT



Manifestation d'enseignants à Berlin en février 2013 pour l'augmentation des salaires.

Blog Le Monde

• Bahreïn

Manifestations contre la « Formule 1 du sang »

Les dirigeants de la Fédération internationale de l'automobile et de la dynastie Al-Khalifa ont l'air satisfaits. La course de Formule 1 s'est bien tenue du 19 au 21 avril au Bahreïn, sous la protection de 8 000 militaires et policiers.

Pourtant, dans la capitale Manama et les villages de sa banlieue, des centaines de manifestants ont tenté de s'opposer à l'organisation du Grand Prix aux cris de « Non à la Formule 1 du sang » et « Votre course est un crime », voulant

attirer l'attention sur les exactions et la dictature exercées par une dynastie qui règne sur l'émirat depuis l'indépendance de 1971.

En fait, c'est depuis février 2011 que des manifestants, jeunes et moins jeunes, s'opposent courageusement aux lacrymogènes, aux grenades assourdissantes et aux balles des forces de répression pour « pouvoir s'exprimer sans être tué, torturé ». Mais, dans un contexte de chômage qui touche 40 % des jeunes, ils réclament

aussi la fin de la discrimination à l'emploi, particulièrement dans la fonction publique, premier employeur de l'île, et de la discrimination dans le logement, qui frappe la majorité chiite de la population. Ces derniers représenteraient environ 70 % de la population d'origine, soit 600 000 personnes, auxquelles s'ajoutent autant de travailleurs immigrés venus d'Iran ou d'Asie du Sud-Est. Ce sentiment d'injustice face à la dynastie tribale d'obédience sunnite est important, mais les

raisons qui poussent la population dans la rue ne se résument pas à cela.

Le raffinage du pétrole, le gaz, la pêche et les perles assurent la continuité de la richesse de la dynastie Al-Khalifa. L'Arabie saoudite voisine est reliée à l'île par un pont, bien pratique pour faire intervenir ses troupes contre les manifestants. Son soutien et celui des États-Unis, dont Manama héberge la V^e flotte et 1 500 militaires, assurent la continuité de la dictature. Même le

gouvernement français aurait envoyé à Bahreïn des experts pour aider à l'entraînement de la police antiémeute, c'est peut-être ce qui s'est discuté lors de la discrète rencontre élyséenne de juillet 2012 entre le roi Hamad et le président français.

Le soutien des grandes puissances, pas plus que les hypocrites promesses de « dialogue national » du prince héritier, n'ont réussi à faire taire la voix de la population qui exige ses droits.

V. L.

• Mali

Commission de dialogue et de réconciliation L'art de caser ses amis et de dilapider les caisses de l'État

Le ministre de la Défense Jean-Yves le Drian s'est rendu à Bamako vendredi 26 avril pour, affirme-t-il, « préparer l'après-guerre ». Outre le fait que cette guerre n'est pas finie, comme l'atteste le maintien pour une durée indéterminée d'un millier de soldats français au Mali et le passage des troupes africaines sous commandement de l'ONU, la pacification du pays est plus qu'incertaine. À ce sujet, les gouvernants français se vantent de la mise en place d'une « Commission de dialogue et de réconciliation » censée selon eux réunir toutes les composantes de la société malienne. Nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes (UATCI-UCI) décrivent la réalité de cette institution dans le dernier numéro de leur journal *Le Pouvoir aux Travailleurs*.

Pendant que de nombreux témoignages confirment que l'armée malienne commet des actes de barbarie (exécutions sommaires, tortures et autres violences) à l'encontre des habitants du Nord accusés de mener des activités terroristes, alors qu'il s'agit la plupart du temps de simples

habitants qui ont le seul tort d'avoir « la peau claire » ou assimilés comme tels, à Bamako le gouvernement parle hypocritement de faire de « la réconciliation entre les différentes communautés maliennes » une de ses principales préoccupations.

Dioncounda Traoré,

l'actuel président intérimaire, vient en effet de mettre sur pied une Commission pour le dialogue et la réconciliation mais, contrairement à sa vocation officielle, cette trouvaille du président servira surtout à caser ses amis et ses proches afin d'agrandir le cercle de sa clientèle

politique tout en dilapidant le peu d'argent qui reste dans les caisses de l'État.

Cette commission est composée de trente « commissaires », d'un président et de deux vice-présidents, tous nommés par le chef d'État malien. Le président de cette commission n'est autre qu'un de ses plus proches amis : il s'agit de Mohamed Salia Sokona, ancien ministre de la Défense d'Alpha Konaré.

Si le souci du président malien était réellement de chercher le dialogue et la paix entre l'État malien et les populations du nord du pays, comme il le prétend,

il aurait dû commencer par utiliser l'argent de l'État, non pas pour engraisser ses amis politiques, mais pour satisfaire les besoins pressants de ces populations qui manquent de tout. Creuser des puits, faire fonctionner correctement les écoles, les hôpitaux et les dispensaires publics, créer des maternités, des centres de santé et des écoles là où il n'y en a pas, feraient plus avancer la cause de la paix que les démonstrations de force et les exactions auxquelles se livre l'armée malienne sous la protection des troupes françaises.

• Grèce

Une loi scélérate, une de plus

Dans la nuit du 28 au 29 avril, la Parlement grec a voté une loi comportant les mesures administratives et financières exigées par la Troïka (la Banque européenne, l'Union européenne et le Fonds monétaire international) pour débloquer une nouvelle tranche du prêt en cours.

Cette loi entérine la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires d'ici fin 2014, dont 4 000 cette année. S'appliquant à susciter un sentiment anti-fonctionnaires, jouant sur l'amalgame entre corruption et faute professionnelle, le ministre de la Réforme administrative a déclaré qu'il s'agissait d'abord de renvoyer les fonctionnaires « corrompus » et « incompetents ». Le gouvernement va donc mettre en place une procédure expresse d'évaluation des compétences en question pour « éloigner » des employés, en laissant entendre que certains pourraient retrouver un poste plus adapté dans une autre administration où on aurait constaté des « vides ». Mais comme de nombreux services publics ont fermé et que dix autres organismes doivent fermer d'ici fin mai, on voit mal où se trouvent ces postes vacants. Départs en retraite non remplacés, départs au « volontariat », en particulier pour ceux qui sont en disponibilité : tout contribuera à vider les bureaux et à achever le démantèlement des services publics utiles à la population.

Mais cette loi contient d'autres mesures d'austérité, comme la pérennisation, certes avec une baisse de 15 %, de l'impôt le plus exécuté de la population grecque : la nouvelle taxe foncière perçue avec la quittance d'électricité. Seuls ceux qui sont proches du seuil de pauvreté pourraient peut-être bénéficier d'un allègement supplémentaire, voire d'une dispense. La loi accorde aussi la possibilité de rembourser ce qu'on doit au fisc par petites mensualités, à condition que la dette en question n'excède pas 5 000 euros.

Le chômage touche maintenant 27 % de la population, près de 60 % des moins de 25 ans. Le nombre de familles où tout le monde est au chômage augmente, les plans de suppression et de regroupement d'établissements scolaires et même d'universités désorganisent le système éducatif, l'état sanitaire des travailleurs se détériore, et chaque nouvelle mesure est un tour de vis supplémentaire, au nom de « l'aide internationale ».

Sylvie MARÉCHAL



Agression raciste contre des ouvriers agricoles

Le 18 avril, à Nea Manolada, dans le Péloponnèse, 160 travailleurs immigrés sans papiers originaires du Bangladesh, employés dans les champs de fraises, se sont rassemblés pour réclamer leurs salaires impayés depuis plusieurs mois. Trois contremaîtres ont alors tiré sur eux à la carabine et fait au moins 29 blessés.

L'affaire a fait scandale, au point que le propriétaire des 400 hectares de fraises et les trois contremaîtres ont été arrêtés, et que le ministre de la Justice a demandé au procureur d'agir dans les plus brefs délais. La presse a relaté les conditions scandaleuses de travail, sept jours sur sept, avec dix minutes de pause pour huit heures, et celles tout aussi indignes d'hébergement dans des cabanes sans chauffage. Elle a révélé que les contremaîtres gardes-chiourme n'en étaient pas à leur coup d'essai. L'un au

moins semble impliqué dans une autre expédition punitive contre un ouvrier égyptien, traîné à l'arrière d'une voiture, en août dernier.

Tous les partis politiques ont protesté et même l'extrême droite Aube dorée s'est payé le luxe de condamner l'agression, tout en dénonçant ceux qui donnent du travail aux immigrés clandestins au lieu d'embaucher des Grecs ! C'est dans la continuité de son attitude habituellement provocatrice, alors que ses militants sont les premiers à organiser

des agressions racistes de plus en plus fréquentes, en particulier dans le centre d'Athènes. Quant au gouvernement, il s'est senti obligé de réagir un peu plus vivement, vu l'ampleur des protestations, et sans doute aussi le commencement de boycott des fraises grecques. Mais, lui aussi, il s'est signalé en août dernier par une ample opération d'arrestations et d'expulsions de plusieurs milliers d'immigrés traités sans ménagement par la police.

Ce genre d'événements n'est pas nouveau. Mais leur multiplication, liée à la montée des idées d'extrême droite dans les mentalités et dans les élections, témoigne de l'aggravation de la crise et du pourrissement de la société qu'elle entraîne.

S.M.

• Effondrement d'un immeuble à Reims

Des logements à l'abandon

Trois semaines après une précédente explosion, l'agglomération rémoise a de nouveau été frappée par une explosion, là encore due au gaz. Le nombre des victimes, trois morts et quatorze blessés dont un grave, et l'importance des dégâts, a soulevé l'émotion dans tout le quartier. Une partie de l'immeuble s'est complètement effondrée, piégeant les occupants sous des amas de béton et de ferraille. La violence de l'explosion a été ressentie dans les immeubles environnants. Des habitants ont été jetés à terre, des morceaux de béton ont été projetés dans d'autres habitations.

Le drame a eu lieu dans un quartier très populaire de Reims qui compte une forte proportion d'immigrés. Le quartier Wilson est l'un des tout premiers ensembles d'HLM construits sur la ville. Il a été achevé en 1958, à l'époque où l'économie du pays avait un besoin accru d'ouvriers d'origine étrangère, venus travailler dans des usines dont la plupart ont aujourd'hui disparu.

Les pouvoirs publics ont réalisé ces dernières années des rénovations qui ont consisté, vu la vétusté des constructions, à détruire de nombreux immeubles et à en construire

de nouveaux. Mais l'explosion est survenue dans une de ces vieilles barres qui n'ont pas été concernées par ce programme de réhabilitation. Les habitants ont témoigné du mauvais état des immeubles, précisant que, si l'extérieur avait connu une amélioration des façades, des entrées et des cages d'escaliers, rien n'avait changé dans les appartements.

L'auteur d'un livre dénonçant les malversations dont se sont rendus coupables certains organismes HLM de la région, il y a quelques années, a indiqué que la rénovation, en 1997, des installations de chauffage du

quartier Wilson avait été faite à moindre coût. Il rapportait des témoignages de locataires qui ont été contraints de prendre à leur charge le remplacement des robinets d'arrêt du gaz et indiquait que « les bailleurs sociaux ont bien pris soin d'éluider la fragilité et le remplacement impératif après un usage normal de quelques années. »

C'est la raison pour laquelle la population du quartier exprime sa colère, car elle ressent mal les déclarations de l'organisme bailleur, repris par la maire de Reims ou la ministre du Logement, assurant que la maintenance avait été assurée correctement et que les derniers contrôles de janvier dernier n'avaient rien révélé. Pour la population, dire avant même toute enquête qu'il n'y a eu aucun problème, aucun dysfonctionnement, est bien mal venu. Cela est ressenti comme une manière d'étouffer toute responsabilité.

Correspondant LO



• Mal-logés

Un plan d'urgence... pour les entreprises du bâtiment

Selon une enquête récente, les locataires paieraient en moyenne un loyer mensuel de 551 euros, ce qui représenterait 36,5 % de leurs ressources. Comme toutes les moyennes, celle-ci masque les différences. Pour les locataires les plus modestes, le loyer absorbe une part beaucoup plus importante de leurs revenus. En particulier quand, en raison de la pénurie de logements sociaux, ils sont obligés d'en passer par la voracité de propriétaires

qui leur louent à prix d'or des logements indignes. L'enquête montre que, pour payer leur loyer, plus de la moitié des locataires interrogés (56 %) rognent sur leurs dépenses de santé.

Soi-disant pour remédier à la pénurie de logements sociaux, Hollande et Duflot, sa ministre du Logement, ont annoncé le 21 mars dernier un « plan d'investissement d'urgence pour le logement ». En fait d'urgence, au vu des vingt

mesures annoncées, il s'agit plus pour le gouvernement de venir en aide aux entreprises du bâtiment mises à mal par la crise économique (par exemple en « facilitant la gestion de leur trésorerie par une adaptation de la législation ») que de venir au secours des familles qui ont du mal à se loger. Dans ce cas-là aussi, Hollande a choisi son camp, et ce n'est pas celui des classes populaires.

J.-J.L.

• Chantier naval STX Saint-Nazaire

Succès du premier débrayage contre les « accords de compétitivité »

Depuis des mois, aux chantiers navals STX de Saint-Nazaire, c'est la sous-activité qui donne le ton. Le dernier paquebot en construction vient d'être livré tandis que le travail de fabrication sur le prochain en commande ne commencera que début 2014.

En attendant, les ouvriers et techniciens sont répartis sur différents petits projets de plates-formes offshore, pas vraiment calibrés pour être effectués dans des ateliers adaptés à un tout autre travail. Plus d'une centaine d'ouvriers sont au chômage à temps plein, tandis que l'autre moitié chôme ou travaille au gré des besoins du patron. Pour ceux-là, c'est la valse des plannings: certains sont venus le matin, alors qu'on ne leur avait pas dit qu'ils avaient disparu des plannings; d'autres se sont vus invités à rentrer chez eux au milieu de leur journée de travail sous prétexte qu'un client faisait une visite sur le navire et qu'il ne fallait pas faire de bruit!

Dans certains ateliers, la direction ouvre des samedis, supprime des ponts, dans d'autres services elle fait chômer le jour et met d'astreinte la nuit. Elle met une pression intenable sur certaines équipes, supprime des primes de déplacement pour d'autres. La désorganisation est telle qu'une partie de l'encadrement finit par être démotivé par le manque de moyens, sans compter un bureaucratisme délirant engendré par l'arrivée des nouvelles méthodes de management.

Dans ce contexte, de petites réactions ont eu lieu. Les tuyauteurs ont réclamé une prime de technicité et une augmentation de salaire de 40 euros. Dans un atelier, un débrayage spontané a été organisé à l'occasion d'une tournée des délégués, quand les travailleurs ont appris

que l'atelier serait finalement ouvert le 10 mai, ce qui leur ferait sauter un pont.

Depuis quelques mois, la direction prépare les esprits à de graves reculs. Les vœux du directeur avaient été clairs: 2013 serait l'année des discussions avec les organisations syndicales sur le temps de travail et la compétitivité. La négociation sur la compétitivité a donc été ouverte et les premières ébauches sont tombées: suppression des jours de congé liés à ce qui tient lieu de RTT aux Chantiers; suppression également des congés familiaux; des primes compensatrices de changements d'horaires; mise en place de la modulation du temps de travail; certaines primes revues à la baisse; le travail en équipes serait abandonné et remplacé par la constitution d'équipes de nuit permanentes ou exceptionnelles. Pour les salariés qui travaillent dans les ateliers, ces mesures, si elles devaient passer, dégraderaient énormément les payes, car les primes représentent parfois presque un tiers du salaire. Pour les employés, les ouvriers travaillant en journée normale, les cadres et les techniciens, la note est aussi salée. Il y en a donc pour tout le monde, dans ce projet d'accord visant à faire baisser la masse salariale.

En tout cas, avec ce projet, le patron a réussi à faire l'unanimité contre lui, comme en témoigne le succès du débrayage organisé jeudi 25 avril par la CGT et FO.

Correspondant LO



Une manifestation en juin 2012.

• ArcelorMittal – Florange (Moselle)

Fermé par Mittal avec la complicité de Hollande et Montebourg



Manifestation à Florange en octobre 2011.

La fermeture définitive des hauts fourneaux, mis à l'arrêt « temporaire » depuis 2011, a été enclenchée le 24 avril même si, officiellement, ils sont « mis sous cocon » pendant six ans. Une nouvelle hypocrisie car, déjà fortement dégradés par près de deux ans d'arrêt, ils seront inutilisables dans six ans.

Mais d'hypocrisie et de mensonges, les gouvernements n'en sont pas avarés. Les travailleurs de la sidérurgie en savent quelque chose puisque tout le monde a en mémoire les promesses de Sarkozy, en 2008, que l'État investirait à Gandrange pour maintenir l'aciérie, aujourd'hui livrée aux démolisseurs.

En 2009, la CFDT avait inauguré une plaque commémorative pour dénoncer les mensonges de Sarkozy. Aujourd'hui c'est FO qui a tenté d'installer, le 24 avril, une stèle pour fustiger ceux de Hollande. Stèle que le maire PS d'Hayange, furieux de ce rappel, a aussitôt fait descendre par les services municipaux.

Le 24 février 2012, en pleine campagne électorale, Hollande, juché sur une camionnette, avait promis de faire voter une loi qui obligerait un groupe industriel qui ne veut plus d'une installation à la céder à un repreneur. Cette loi aujourd'hui en discussion ne contraindra en rien les patrons car ce n'est pas dans les habitudes des gouvernements – de gauche pas plus que de droite – de les obliger à quoi que ce soit. L'audition de Mittal par les députés à propos de Florange mi-avril a d'ailleurs montré qui commande vraiment dans la société, toute la presse titrant unanimement sur « la leçon d'économie de Mittal aux députés »... censés l'interpeller

sur l'avenir de la sidérurgie.

À Florange comme à Gandrange, la comédie de la recherche d'un repreneur a été jouée par les pouvoirs publics avec, ce coup-ci, Montebourg dans le rôle principal. Sauf que le seul repreneur resté en lice jusqu'au bout n'avait pas l'argent pour le faire.

Montebourg a amusé la galerie pendant des semaines avec le cinéma sur la « nationalisation temporaire » et Mittal a fermé, comme il l'avait prévu, les deux derniers hauts fourneaux de Lorraine malgré la mobilisation syndicale et médiatique autour de Florange.

Le gouvernement a expliqué que, puisqu'il n'y avait pas de plan « social », tout était pour le mieux. En fait, la fermeture des installations entraîne 629 suppressions d'emplois chez ArcelorMittal. Si la direction, par le jeu des mutations et retraites, n'a pas fait de plan « social »,

• Loi Florange

Seule solution : interdire les licenciements

En février 2012, s'adressant lors de sa campagne électorale aux salariés de l'aciérie de Florange, menacée de fermeture par Mittal son propriétaire, Hollande s'était engagé à légiférer pour que, « quand une firme ne veut plus d'une unité de production mais ne veut pas la céder, nous lui en ferons l'obligation pour qu'un repreneur puisse reprendre l'activité ». En septembre 2012, Montebourg avait assuré que cette mesure, « parfaitement applicable au site de Florange » et qui, disait-il, imposerait la « transmission forcée de l'entreprise par voie de justice », serait votée « avant trois mois ».

Le temps a passé. L'aciérie de Florange a été fermée, et la loi promise, telle qu'elle a été proposée le 30 avril par le groupe PS à l'Assemblée, a été considérablement allégée, côté contraintes imposées aux patrons licenciés. L'idée de les obliger à revendre à un repreneur l'usine qu'ils veulent fermer a été

abandonnée et remplacée par l'obligation... d'en informer les salariés, de rechercher un repreneur, et par la menace d'une amende si un tribunal de commerce saisi juge que « l'employeur a refusé des offres de reprise crédibles ».

Cette version allégée de la mesure promise par Hollande n'empêchera en rien les patrons de fermer leurs usines. D'ailleurs, si l'on en croit les commentaires de la presse, la loi aurait même toutes les chances d'être contestée en raison du principe de « liberté d'établissement » garanti par le droit européen. Un principe qui, comme son nom ne l'indique pas, impliquerait aussi pour les patrons le droit de fermer un site.

Les députés socialistes prétendent proposer une loi en faveur de l'emploi. C'est un mensonge. La presse a d'ailleurs baptisé cette loi la « loi Florange ». C'est tout dire.

Jean-Jacques LAMY

il reste encore 122 travailleurs qui n'ont pas de poste. Mais, surtout, des centaines et des centaines de travailleurs de la sous-traitance et d'intérimaires – au total près de 1 500 – ont perdu ou vont perdre leur emploi du fait de l'arrêt définitif des hauts fourneaux.

Tous les gouvernements qui se sont succédé ont aidé les patrons, même quand ceux-ci voulaient fermer des installations, supprimer les emplois ou mettre leurs capitaux là où c'était le plus rentable pour eux. Hier les Wendel, partis

faire fortune dans la finance, aujourd'hui Mittal qui a investi massivement dans la production de minerai de fer et de charbon, devenue plus rentable que la fabrication d'acier.

Empêcher la fermeture, cela voulait dire remettre en cause le droit de propriété de Mittal sur les usines, que seule une forte mobilisation des travailleurs pourrait imposer. Croire qu'il suffit d'un sauveur suprême, quel que soit son nom ou son bord politique, est lourd de désillusions.

Étienne HOURDIN

• Spanghero – Castelnaudary (Aude)

Lur Berri se débarrasse de sa filiale... et des salariés

L'annonce vendredi 19 avril de la mise en liquidation judiciaire et de la mise en vente de la société Spanghero par son actionnaire unique, le groupe Lur Berri, a porté un nouveau coup aux 300 salariés de l'entreprise, comme à toute la population de Castelnaudary.

Déjà, à l'époque du rachat par Lur Berri, bien des travailleurs se demandaient si cela n'avait pas seulement pour but de reprendre les activités d'un concurrent et d'organiser sa fermeture. D'ailleurs les multiples licenciements individuels subis par des employés, sous des prétextes divers, alimentaient cette crainte, tout comme la fermeture de l'abattoir en novembre

dernier. Certains craignaient que l'affaire actuelle ne fournisse le prétexte au groupe d'en finir avec le site de Castelnaudary : c'est maintenant chose faite.

Rappelons que en deux mois, la société Spanghero a été associée à un double scandale alimentaire de dimension européenne : 750 tonnes de viande de cheval de Roumanie vendues

sous appellation « bœuf », puis 57 tonnes de viande de mouton britannique illégalement découpées.

L'entreprise a perdu la plupart de ses clients. La direction a renvoyé les salariés intérimaires ou en CDD (120 personnes) et placé en chômage technique, ou en formation, la majorité des 240 salariés restants. Ce sont les emplois de ceux-ci qui sont maintenant menacés.

Le ministre délégué à l'Agroalimentaire, Guillaume Garot, a proposé de rencontrer une délégation de parlementaires et

de délégués syndicaux de l'entreprise Spanghero, conduite par le maire PS de Castelnaudary, Patrick Maugard. Le ministre les a invités à « le suivre dans son combat pour sauver les 250 emplois de l'entreprise ». Mais, au-delà de ces belles paroles, il n'y a rien de concret, si ce n'est quelques formations prises en charge par l'État et la promesse que des représentants des trois ministères concernés vont se réunir pour « suivre au plus près cette affaire ».

La seule chose que pouvoirs publics et élus n'envisagent

pas, c'est de faire payer les vrais responsables de la situation, c'est-à-dire le groupe Lur Berri. Ce groupe, rappelons-le, a fait 1,12 milliard de chiffre d'affaires en 2012, et a dégagé un bénéfice brut de 86 millions d'euros. Il a fait fortune dans la culture du maïs, puis a racheté Spanghero en 2009, mais s'est aussi payé Labeyrie (foies gras et confits de canard), autre fleuron de la gastronomie dans le Sud-Ouest.

Correspondant LO

• PSA – Sochaux

Peugeot licencieur

Le 26 avril, la direction de l'usine de Sochaux a annoncé, pour le 15 juillet prochain, le « démontage » de l'équipe de nuit, qui compte environ 1 200 ouvriers, équipe qu'elle avait mise en place en octobre 2009.

Alors que la région Alsace-Franche-Comté enregistre un recul de l'emploi en intérim de 26,2 % depuis le début de l'année, PSA va encore licencier 850 intérimaires, sans parler des sous-traitants et

équipementiers qui en feront autant.

PSA affirme avec le dernier des cynismes que l'arrêt de l'équipe de nuit permettra d'économiser 4,7 millions d'euros; des millions qui, retirés des poches des familles ouvrières, iront gonfler celles des actionnaires.

À Sochaux, les licenciements d'intérimaires s'ajoutent aux 579 suppressions d'emplois, dont 200 ouvriers, du plan de PSA qui

prévoit de supprimer pas moins de 11 200 emplois au total, incluant la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois.

La rumeur de l'arrêt de l'équipe de nuit courait depuis quelques mois déjà. Les embauchés se demandent maintenant à quel poste ils vont se retrouver, d'autant que ceux qu'occupaient les intérimaires sont réputés pénibles. Et puis, changer de rythme et d'horaire quinze jours avant les congés, cela sort de l'entendement.

Aujourd'hui, dans les discussions, des ouvriers disent qu'une fois tout payé il ne reste plus rien pour vivre et que cela va finir par « péter ». Crouler sous le travail pour les uns, pendant que d'autres vont devoir en rechercher un, fait que l'idée de répartir le travail entre tous, intérimaires compris, sans diminution de salaire, est comprise dans les ateliers.

Correspondant LO

Fin de la grève pour les salaires à STPI

Le 18 avril, avec le soutien de la CGT, une trentaine de travailleurs de STPI, société chargée du nettoyage industriel de l'usine PSA de Sochaux, s'étaient mis en grève pour 150 euros d'augmentation, un 13^e mois pour tous, une prime de doublage, de panier, l'embauche des intérimaires et une réorganisation du travail pour plus de sécurité.

Le 25 avril, après trois jours de grève, les grévistes se sont rendus au siège de la direction de STPI, à Étupes, ville proche de l'usine de Sochaux. Ils ont finalement décidé de reprendre le travail après avoir obtenu : une prime de 300 euros pour les 182 salariés embauchés de STPI qui travaillent à Sochaux, Belchamp et Étupes, ainsi que pour les intérimaires qui ont eu

six semaines de contrat entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 2013; deux jours de grève payés sur trois, le troisième pouvant être pris en congé ou à récupérer; enfin, de meilleures conditions pour l'attribution de la prime d'assiduité de 50 euros.

Bien sûr, les objectifs que les ouvriers s'étaient fixés n'ont pas été atteints mais, face à leur patron qui, la veille encore,

disait ne rien vouloir céder, les grévistes ont pu le faire reculer un peu, certes, mais reculer quand même. Ils ont repris le travail, fiers de ne pas s'être battus pour rien.

Ce qu'ils ont arraché à leur patron a aussi été pris comme un succès par les ouvriers de Peugeot.

Correspondant LO

• Renault – Flins

Des Nissan-Micra fabriquées à Flins en... 2016 et sans embauche ?

La direction du groupe Renault vient d'annoncer à grand bruit la fabrication de 82 000 Nissan Micra sur le site Renault de Flins.

Un concert de déclarations enthousiastes a suivi. Pour les médias, c'est comme si c'était fait. Montebourg, lui, jubile en considérant que « c'est l'acte I du mouvement de relocalisation que le président de la République a appelé de ses vœux ». Les syndicats signataires de l'accord de compétitivité de mars dernier se congratulent de ce qu'ils appellent « les retombées positives » d'un texte antiouvrier imposé par Renault et refusé, débrayages et grèves à l'appui, par des milliers de travailleurs dans presque tous les établissements du groupe. Quant à Ghosn lui-même, le PDG de Renault-Nissan, il fait mine d'avoir durement œuvré à décrocher la promesse des futures Micra!

En réalité, bien des questions se posent au sujet de la communication du PDG, reprise dans un *Média* par la direction de Flins, qui tente sans doute de faire passer un peu mieux la pilule amère. L'annonce survient en effet au moment où se met en place, à l'usine de Flins, l'accord de

régression sociale qui prévoit, notamment, l'augmentation du temps de travail et 18 jours de travail supplémentaires sur l'année.

Et puis, la prétendue « retombée positive » de l'accord signé pour la période 2013-2016 est

se succèdent et que, d'ici 2016, mille emplois auront disparu.

Quant aux promesses de Ghosn, la plupart savent à quoi s'en tenir. À Flins, l'usine de batteries pour la voiture électrique, annoncée à grand spectacle en janvier 2010 et qui devait

de la Clio IV et de la Zoé, et même si cela aura lieu. Mais chacun sait que des ouvriers de moins en moins nombreux – 2700, sans compter quelques centaines d'intérimaires et de travailleurs « en mission » depuis d'autres sites – ne peuvent



Lors d'un débrayage de janvier 2013 contre l'accord de compétitivité.

annoncée pour 2016, c'est-à-dire... après la série de mauvais coups, de « sacrifices » imposés aux travailleurs que sont le quasi-blocage des salaires, la mobilité fortement incitée de site à site, et la suppression de 8 200 emplois. Alors, à Flins, les salariés s'interrogent sur cette annonce de volumes supplémentaires à produire, dans trois ans, d'autant qu'en ce moment-même les plans de suppressions de postes

entraîner 500 embauches, est passée aux oubliettes. Soit dit au passage, elle aura tout juste servi à la direction pour faire passer la fermeture du site du sous-traitant Visteon sur Flins, qui avait entraîné le licenciement de près de 50 travailleurs.

Personne ne sait, dans l'usine, s'il y aura, à un moment ou à un autre, un nouveau véhicule à produire; personne ne sait si ce sera en plus, à la place

déjà pas tenir les cadences actuelles, et que fréquemment, après des débrayages, des protestations, des aménagements ponctuels doivent être concotés par la maîtrise.

Dans tous les cas, l'embauche, à commencer par celle des intérimaires présents, est la seule garantie qui vaille, pour l'immédiat et pour l'avenir. Et cela, il faudra l'imposer aux patrons!

Correspondant LO

• PSA – Rennes

Non aux suppressions de postes

Dès le lendemain du CCE qui s'est tenu à Paris, mardi 30 avril, la direction de l'usine de la Janais a réuni le comité d'entreprise local pour enclencher au plus vite son plan de suppression de 1 400 postes à Rennes, soit un quart des effectifs.

Ce CE de PSA s'est déroulé lors d'une période de trois semaines de chômage. Un choix, pour maintenir la pression et profiter de l'isolement des salariés pendant les périodes chômées.

Depuis qu'un « pôle mobilité » a été mis en place dans l'usine, où des « conseillers PSA » y expliquent les différentes mesures du plan, la direction, par la voix des chefs, essaie de culpabiliser « ceux qui ne font pas l'effort d'aller s'y renseigner ». Elle tente d'expliquer que ceux qui se retrouveront sans emploi seront ceux qui n'auront pas saisi les opportunités offertes par PSA pour retrouver du travail. Ce discours passe mal et certains chefs se font chahuter lors des briefings. Chacun connaît dans son entourage des chômeurs qui ne retrouvent pas de travail et tout le monde voit des entreprises fermer les unes après les autres dans la région.

Personne ne croit en fait aux centaines d'emplois promis par PSA dans le cadre de la « réindustrialisation » de l'usine. D'autant que la direction ne cite que 70 emplois, liés à un accord avec la SNCF pour rénover des rames TGV, et encore seulement pour une durée de trois ans. Le reste n'est que pipeau.

La direction dit également que 600 postes seraient réservés pour les travailleurs rennais dans les autres usines du groupe. Mais cela ne convainc personne. Pourquoi accepter de déménager à des centaines de kilomètres, alors que le plan de PSA vise à supprimer des emplois dans toutes les usines, comme cela vient d'être annoncé à Sochaux?

À Rennes, comme dans les autres usines, la CGT dénonce le baratin de la direction. Mais, pour obliger PSA à financer une préretraite aux plus de 55 ans et à trouver un véritable CDI pour tous ceux dont le poste sera supprimé, il faudra de fortes pressions que seule une vaste mobilisation des travailleurs pourra amener.

Correspondant LO

• PSA – Aulnay-sous-Bois

Les travailleurs face à la sainte-alliance de la justice, du pouvoir et du patronat.

Vendredi 26 avril, le tribunal de grande instance de Paris, rendant son délibéré concernant les assignations de la CGT et de SUD contre le plan de 11 200 suppressions d'emplois prévu par PSA, a rejeté les demandes des syndicats.

Pour la justice, il n'y a rien de condamnable à supprimer 11 200 emplois, à fermer une usine en jetant à la rue les 3 000 salariés d'Aulnay et les 1 400 de Rennes. Que la direction promette la main sur le cœur de reclasser tous les salariés, alors qu'aucune garantie sérieuse et écrite n'est apportée dans le bien mal nommé « plan de sauvegarde de l'emploi » suffit à la justice. Dans ce plan, il y a tous les procédés bidon qui ont déjà maintes fois démontré leur inutilité dans d'autres fermetures d'usines : aides à la création d'entreprise, argent versé à des organismes chargés de trouver des emplois aux salariés licenciés, congés de conversion qui sont les anti-chambres de Pôle emploi, etc. Quant aux mutations internes, aucune garantie non plus de maintien des qualifications et du poste n'est prévue.

Que dans le même temps les actionnaires de PSA se soient

voté le rachat et l'annulation de 320 millions d'euros d'actions et la distribution de 30 millions d'euros d'actions aux principaux dirigeants ne gêne pas

pour soutenir PSA. Le gouvernement ne fait rien d'autre depuis des mois. Il n'a cherché à imposer aucune contrainte au trust et a même multiplié

le mois de mai, des accords de compétitivité sur le modèle de ceux imposés aux salariés de Renault, qui comportent des baisses de salaire, un temps de travail augmenté et une mobilité obligatoire. Il ne peut dire de façon plus claire que PSA va chercher à faire payer aux travailleurs l'augmentation des profits et des dividendes pour les actionnaires, non seulement par des licenciements mais par une véritable régression des conditions de travail et de salaire.

Seulement PSA n'en a pas fini avec la combativité des travailleurs. La grève à Aulnay n'est pas terminée. Depuis le 16 janvier, la production ne redémarre toujours pas dans l'usine et la grève continue.

Vendredi 26, les grévistes sont allés rendre visite aux travailleurs de Géodis, un sous-traitant qui fournit les faisceaux pour les voitures montées à Poissy. Cette visite s'est soldée par un arrêt de deux heures de la production à Poissy, à la grande joie des travailleurs y gagnant une pause impromptue.

Lundi 29 avril, la grève reprenait à l'usine et les grévistes organisaient leur troisième paye. La caisse de grève s'élevant à 200 000 euros, ils pouvaient compter sur 1 000 euros

par personne. Autant dire qu'ils ont encore les moyens de tenir bon face à la direction.

Même le cinéma organisé autour du CCE, lundi 29 avril, censé permettre le démarrage du plan de la direction, n'a pas entamé la détermination des grévistes. Que la presse et les pouvoirs publics cherchent à aider le patronat à enterrer la grève, en affirmant en boucle qu'il n'est plus possible de revenir en arrière, ne change rien. Ce n'est pas cela qui décide du sort des travailleurs, mais la lutte qui se poursuit.

Correspondant LO



non plus la justice. Comme quoi, la crise de l'automobile ne concerne pas les actionnaires de PSA.

Cette décision du tribunal n'a pas entamé la détermination des grévistes. Ils sont conscients que la grève reste le moyen principal de maintenir la pression contre la direction. Bien que ce ne soit pas sur le terrain juridique qu'ils peuvent gagner, l'assemblée générale des grévistes a néanmoins demandé à la CGT de faire appel.

Mais il n'y a pas que la justice

les gestes de soutien financiers, politiques et policiers contre les grévistes. Louis Gallois, nommé par le gouvernement pour siéger au conseil d'administration de PSA, n'a rien trouvé à redire à cet enrichissement direct des actionnaires, alors qu'il se fait l'apôtre des économies sur le dos des travailleurs au nom de la compétitivité des entreprises.

Quant au patron, il poursuit son plan d'attaques. Varin a annoncé dans la presse la volonté de PSA de mettre en place, dès

Soutien aux grévistes d'Aulnay

Pour soutenir financièrement les grévistes d'Aulnay, on peut envoyer un chèque libellé à l'ordre de : Soutien aux salariés de l'automobile du 93, et envoyé à : Soutien aux salariés de l'automobile du 93, 19-21, rue Jacques-Duclos, 93600 Aulnay-sous-Bois. On peut aussi faire un don en ligne sur le site : www.soutien-salaries-automobile-93.org

• Virgin

Les travailleurs de l'enseigne repartent en lutte

Le 30 avril, les travailleurs de Virgin ont manifesté pour défendre leurs emplois en faisant pression sur leurs deux principaux actionnaires Butler et Lagardère. Ils se retrouvaient devant le magasin des Champs-Élysées pour manifester en direction des bureaux de Lagardère.

Les salariés de ce réseau concurrent de la Fnac connaissent maintenant les offres de reprise. Aucune ne propose de reprise globale pour les 26 magasins de l'enseigne. L'offre la plus importante, qui concerne onze magasins et 285 salariés, émane de la société Rougier et Plé. Mais aucune offre n'a été faite pour le point de vente phare des Champs-Élysées et aucune dans l'activité qui était celle de Virgin.

Outre la proposition de Rougier & Plé, il y a aussi un projet



de reprise pour un magasin à Bayonne et celui du métro Barbès à Paris. Enfin, les boutiques de Lyon, Rouen, Quatre-Temps La Défense, Melun et Torcy feraient l'objet de résiliations de bail ou d'arrangements qui, par un jeu de transactions financières, réduiraient les dettes de Virgin, mais feraient aussi disparaître tous les emplois de ces

boutiques.

Le tribunal de commerce se prononcera le 23 mai sur ces propositions. Même si celles-ci, très limitées, étaient retenues, environ 700 salariés resteraient sur le carreau, près des trois quarts des employés du groupe. Le comité d'entreprise a procédé à un premier examen des conditions d'un plan social,

d'où il ressort que le principal actionnaire, Butler, qui avait racheté 74 % des parts à l'actionnaire historique Lagardère, ne montre aucun empressement à le financer.

Butler est un repreneur qui, à chaque opération, casse l'emploi pour revendre l'entreprise avec plus-value. Dans ses meilleures affaires, il a encaissé jusqu'à douze fois la mise. Quand il échoue, comme avec le Sernam ou Virgin, il cherche à tirer son épingle du jeu à moindres frais. Au Sernam, un salarié licencié avec dix-huit ans d'ancienneté partait avec 2 500 euros de prime extra-légale, une somme dérisoire.

Les travailleurs de Virgin attendent mieux. D'ores et déjà ils ont commencé à s'adresser aux municipalités des villes où se trouvent les boutiques, pour obtenir leur soutien et faire pression sur les

dirigeants de Virgin.

Les travailleurs n'oublient pas non plus qu'au-delà de Butler, Lagardère est le premier responsable de la mise en redressement judiciaire actuelle. À ce jour, ce dernier n'a même pas répondu à un courrier des syndicats lui demandant d'abandonner une créance de 6,5 millions d'euros. Pour quelqu'un qui vient d'empocher 2,5 milliards d'euros de plus-values en cédant ses actions d'EADS, ce n'est pourtant qu'une goutte d'eau.

Les travailleurs de Virgin veulent aussi faire pression en bloquant les stocks de livres Hachette, le groupe qui appartient à Lagardère. Toutes leurs initiatives entendent rappeler à Butler et Lagardère que, quand les patrons font de mauvaises affaires, c'est à eux de payer, pas aux travailleurs.

Jacques FONTENOY

• Bangladesh

Effondrement d'un immeuble d'usines textiles

Capitalisme assassin

Mercredi 24 avril, dans la banlieue de Dacca au Bangladesh, un immeuble abritant cinq ateliers de textile, le Rana Plaza, s'est littéralement effondré sur les quelque 3 000 ouvriers qui y travaillaient. À ce jour, les secours ont retrouvé plus de 381 morts et environ 1 500 blessés. Des disparus sont certainement encore ensevelis sous les décombres. Les victimes sont majoritairement des femmes puisque le textile bangladais, qui emploie 3,6 millions de personnes, utilise essentiellement une main-d'œuvre féminine payée trente euros par mois pour dix heures de travail quotidien sept jours sur sept.

Le lendemain de l'effondrement du Rana Plaza, des centaines de milliers de travailleurs du textile des zones industrielles de la banlieue de Dacca se sont mis en grève et ont laissé éclater leur colère, bloquant les rues et obligeant leurs patrons à décréter un jour férié. Ils s'en sont pris aux usines que les patrons refusaient de fermer et ont occupé les sièges des principales associations d'entrepreneurs, dont celui de la puissante BGMEA (construit lui aussi illégalement!), suscitant une telle crainte que celle-ci a aussitôt décidé que toutes les usines de confection resteraient fermées durant le week-end, et les travailleurs payés.

Cette même crainte a été ressentie par les autorités du pays qui, fait inhabituel, ont

fait diligence pour arrêter le propriétaire du bâtiment et les patrons qui n'avaient pas voulu faire évacuer leurs ateliers.

L'immeuble Rana Plaza appartient à Sohal Rana, un membre local de l'Awami League, le parti au pouvoir. Avant de monter dans l'appareil du parti, il s'était illustré comme un activiste, responsable du mouvement de jeunesse, dont la spécialité était entre autres d'organiser des services d'ordre musclés qui s'en prenaient aux travailleurs pour les empêcher de faire grève ou de manifester. Comme nombre de politiciens de son acabit, il est aussi connu pour avoir des liens avec la pègre locale et les trafiquants de drogue.

Le Rana Plaza a été construit en 2008 avec des matériaux bon

marché, sur un terrain à 60 % marécageux et de ce fait instable. Le propriétaire n'avait reçu l'autorisation que pour cinq étages mais, à coups de pots-de-vin et grâce à ses relations politiques, il avait deux ans plus tard surélevé l'immeuble de trois étages, en toute illégalité et sans renforcement des murs porteurs. Il envisageait même de rajouter un étage supplémentaire. Plus de trois mille personnes travaillaient dans ce bâtiment comprenant cinq ateliers de confection et une banque.

Le mardi 23 avril, des fissures inquiétantes étaient apparues sur les murs et les piliers de l'immeuble. Alors que la

banque décidait de ne pas faire venir ses employés le lendemain, Sohal Rana décréta qu'il n'y avait aucun problème. Il fut suivi par les propriétaires des cinq usines, qui menacèrent de licencier ceux qui ne viendraient pas travailler. Les travailleurs, en majorité des femmes pour qui ce travail est indispensable, cédèrent malgré leurs craintes. Une heure après la prise d'équipe, l'immeuble s'effondrait.

En novembre dernier, l'incendie d'un atelier de confection à Tazreen, faisant suite à bien d'autres, avait tué 112 travailleurs. Dans ce pays pauvre, seul compte l'enrichissement d'une poignée de profiteurs,

et la mort de travailleurs est considérée comme un dommage collatéral tant qu'elle ne les atteint pas financièrement.

Mais ces assassins ne sont en définitive que des sous-fifres. Les donneurs d'ordres se trouvent dans les pays riches, ils ont pour nom Benetton, Casino, H&M, Primark, Wall-Mart, Mango, Tex, etc., des enseignes qui ont pignon sur rue et savent pertinemment que, si elles achètent les vêtements bon marché pour les revendre parfois à prix d'or, c'est grâce à la surexploitation des travailleurs bangladais. Oh, certaines ont bien signé un « code éthique » stipulant qu'elles ne travailleraient qu'avec des entreprises qui respecteraient la sécurité, et ont annoncé qu'elles effectueraient elles-mêmes des visites de contrôle. Mais, le plus souvent, ces pseudo-contrôles ne sont effectués (quand ils le sont) que pour le communiqué. Dans la réalité, tous les intervenants ferment les yeux sur les dangers qu'encourent les travailleurs bangladais. C'est à ce prix, avec le sang des ouvriers, que ces marques réalisent des superprofits.

Marianne LAMIRAL



Manifestation de travailleurs du textile à Dacca, le 30 avril.

• Italie

Un nouveau gouvernement pour la même politique d'austérité

Le 28 avril, la crise politique qui en Italie durait depuis deux mois a pris fin avec l'installation du gouvernement d'Enrico Letta. Tout en cherchant à donner une illusion de renouveau et de nouveauté, il s'agit d'abord de la reconduction d'une coalition entre les deux principaux partis, le Parti démocrate (PD), de centre-gauche, et le Peuple de la liberté, le parti de droite de Berlusconi. Après deux mois de tentatives diverses, cela s'est avéré être la seule solution pour trouver une majorité au Sénat et à la Chambre des députés, sans devoir dépendre des voix du parti de l'ex-comique Beppe Grillo.

L'accord s'était déjà concrétisé par la réélection du président de la République, Napolitano, pour un second mandat. Le secrétaire du PD, Bersani, qui avait voulu éviter l'accord avec Berlusconi, a dû démissionner et chacun pronostique maintenant l'éclatement du parti. Mais le résultat est là: au gouvernement Monti succède un gouvernement Letta, appuyé sur les mêmes forces politiques et prêt à continuer à appliquer la politique d'austérité dictée par les marchés financiers.

L'article suivant, écrit après l'installation du gouvernement Letta, est extrait du journal *L'Internazionale* de nos camarades italiens de l'Union Communiste Internationaliste (UCI).

Alors que se déroulaient les derniers épisodes de la tragédie parlementaire commencée avec les élections des 24 et 25 février, l'Institut italien des statistiques informait que le nombre de chômeurs avait dépassé le record atteint précédemment, en 1999.

Le gouvernement d'Enrico Letta, dont l'installation le 28 avril a été perturbée par les balles d'un Beretta calibre 7,65 tirées par un de ces hommes à qui la crise a ôté toute espérance, a été le couronnement d'une série de conflits et d'intrigues de palais. Ceux-ci

ont pratiquement mené à la désagrégation du Parti démocrate, au départ de son secrétaire Bersani, à la réélection à la présidence de la République d'un Giorgio Napolitano quasi nonagénaire et à l'entente au moins momentanée du centre-gauche avec le centre-droit de ce même Berlusconi qu'il dénonçait une minute auparavant.

Le fait de confier quelques ministères à des personnages un peu plus présentables ne change rien sur le fond: on a affaire à un gouvernement dit « de large entente », ou d'union nationale, sur lequel Berlusconi avait insisté dès le début et sur lequel une bonne part de la grande bourgeoisie, à commencer par la Confindustria, la confédération patronale, semble maintenant faire reposer ses espérances.

L'équipe du nouveau gouvernement a voulu donner une impression de dynamisme et de résolution. Letta a mis en évidence les fameux quatre ou cinq points du programme censés résumer ce qu'il est plus urgent de faire et sur lesquels, à en croire la presse, il existerait

un large consensus au sein du centre-gauche comme du centre-droit.

Mais, pour qui vit d'un salaire ou d'une retraite de misère, pour qui ne travaille qu'occasionnellement et ne gagne que quelques centaines d'euros, pour qui ne peut même pas trouver la trace d'un emploi, même précaire et sous-payé, autrement dit pour la majeure partie de la population, les choses les plus urgentes sont tout autres...

Il faut faire face à l'abîme de pauvreté dans lequel plongent des fractions de plus en plus grandes de la population. Mais cela implique des coûts, cela impose d'aller chercher les moyens financiers là où ils sont. Cela implique un affrontement entre classes sociales. La survie de millions de personnes ou leur maintien dans des conditions de vie décentes ne peuvent dépendre de la politique économique de tel ou tel gouvernement.

Si ce ne sont pas les travailleurs qui imposent leurs propres exigences, toutes les mesures qui seront présentées

comme des soutiens à l'emploi se traduiront en cadeaux au patronat. Bien que toute la presse et tous les partis politiques, celui de Beppe Grillo compris, prétendent le contraire, tout le monde n'est pas dans le même bateau. Le patronat, en tout cas le grand, est sur la terre ferme, et le bateau qui prend l'eau de toutes parts est celui dans lequel se trouvent des travailleurs, des retraités, des chômeurs.

Aucune garantie, aucun pas en avant sur le plan social ne seront possibles sans que, de la part des travailleurs, il y ait une claire prise de conscience de leurs propres intérêts et objectifs. Il faut dissiper le rideau de fumée de l'intérêt national et donner aux choses un nom et une place précis: d'un côté il y a les intérêts de la partie plus riche et privilégiée de la société, les grands patrons, banquiers, rentiers, grands bureaucrates de l'État et « managers », et de l'autre la masse de la population, et en premier lieu les travailleurs salariés. Il est impossible d'être à la fois d'un côté et de l'autre.